



TERRE-NEUVE **RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS** **HIVER 1995**

VUE D'ENSEMBLE

En 1994, l'économie de Terre-Neuve était de plus en plus divisée entre les régions rurales dépendantes de la pêche et les autres secteurs d'activité. La crise de plus en plus profonde du secteur de la pêche s'est poursuivie, alors que les régions rurales dépendantes de la pêche ont souffert d'un chômage à la hausse et de tensions sociales plus vives. Dans ces régions, la situation va empirer au cours des trois prochaines années, alors que de plus en plus de travailleurs de l'industrie de la pêche ne seront plus admissibles à une compensation aux termes de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique. Il en résultera des niveaux de chômage encore plus élevés, une augmentation des cas vivant du bien-être social, un ralentissement de l'activité économique et une émigration accrue vers les régions urbaines de l'île ou la partie continentale.

Toutefois, dans d'autres secteurs de l'économie, il y a eu renversement de la situation en 1994. La production s'est accrue dans des secteurs-ressources comme le papier journal et les mines qui ont tiré profit de la reprise générale en Amérique du Nord. L'activité plus intense du projet de développement Hibernia a constitué une source majeure de croissance. On a également enregistré une croissance importante dans l'industrie touristique, la construction résidentielle et la fabrication non basée sur la pêche. Le petit secteur dynamique de la technologie de pointe a continué d'alimenter grandement la croissance. Des hausses du revenu des particuliers dans ces secteurs ont contribué à faire augmenter les dépenses des consommateurs.

Pour 1994, le taux de croissance réel du PIB a atteint environ 2,4 %, contre des prévisions de 0,6 % en mars 1994. On estime que la croissance réelle de l'économie de la province va se poursuivre en 1995, mais à un taux légèrement plus bas.

La reprise qu'ont connue les secteurs de l'économie non dépendants de la pêche a fait grimper les niveaux de l'emploi durant l'ensemble de 1994. Toutefois, la population active s'est accrue, de sorte que le taux de chômage n'a diminué que très peu. Le taux de chômage désaisonnalisé atteignait 20,7 % en décembre 1994, contre 21,3 % en décembre 1993.

Les perspectives économiques à court et à moyen terme vont encore dépendre de facteurs comme (1) le moratoire imposé à la pêche de la morue du Nord et l'interdiction de pêcher dans d'autres zones à cause

de la baisse des stocks, (2) la probabilité d'une mise en valeur plus grande du pétrole au large des côtes lorsque le projet Hibernia aura été complété, (3) des problèmes environnementaux et la pénurie probable de ressources dans l'industrie du papier journal et (4) les difficultés financières du gouvernement de la province.

INDICATEURS

En novembre, la construction de maisons neuves a progressé de 2,1 % par rapport à novembre 1993. Durant la période allant de janvier à novembre, la hausse a atteint 9,7 % pour l'ensemble des régions urbaines.



En novembre 1994, les ventes de véhicules à moteur neufs ont augmenté de 9,2 % par rapport à la même période de 1993.

À la fin de novembre 1994, les faillites commerciales et personnelles avaient continué d'augmenter et leur nombre s'établissait à 758 contre 631 en 1993, en hausse de 20,1 %.

À la fin de novembre 1994, 1 549 nouvelles entreprises avaient été créées contre 1 706 à la fin de novembre 1993, soit une baisse de 10,1 %.

CLIMAT

D'après le sondage de 1995 de la Chambre de commerce de St. John's sur les perspectives économiques, l'optimisme est de mise; en effet, 65,8 % des gens d'affaires s'attendent à ce que la situation économique demeure la même en 1995, tandis que 23,7 % d'entre eux prévoient une amélioration et que 21,1 % estiment qu'ils vont accroître leurs effectifs, contre 16,4 % il y a un an.

D'après un sondage effectué pour le quatrième trimestre par la société *Corporate Research Associates*, l'indice de confiance des consommateurs de Terre-Neuve a diminué au cours du trimestre à 94,5, après une hausse substantielle durant le trimestre précédent. L'indice a régressé de 2,2 points par rapport au troisième trimestre et il a diminué de 8,1 points sur l'ensemble de l'année. La société *CRA* signale que la confiance du public à l'endroit du gouvernement de la province a augmenté de nouveau durant le quatrième trimestre, après avoir atteint un creux, pour les deux années précédentes, durant le deuxième trimestre.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication : Dans le secteur de la transformation et de la fabrication basées sur les ressources, les expéditions ont augmenté de 1 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars en 1994. Les baisses au niveau des produits du poisson ont été plus que compensées par une production accrue dans d'autres secteurs, comme le papier journal, les produits du bois et la fabrication de produits en métal. D'après l'Association des manufacturiers de Terre-Neuve, le taux de croissance aurait atteint 7 % dans ces secteurs en 1994. L'Association évalue à 7 % environ le taux de croissance du secteur de la fabrication en 1995. Dans ce secteur, la croissance viendra surtout du fait que la

raffinerie de pétrole de Come-by-Chance fonctionnera de nouveau à pleine capacité.

On a enregistré une croissance dans le secteur de la fabrication non basée sur les ressources, surtout dans le segment des produits de technologie de pointe. De moyen à long terme, c'est ce segment qui devrait être le plus dynamique. L'Association des manufacturiers de Terre-Neuve évalue à 9 % pour 1994 le taux de croissance du secteur de la fabrication non basée sur les ressources.

Services

La performance du secteur des services est demeurée mitigée en 1994. Certains aspects étaient positifs, comme les achats de biens durables, comme les automobiles et les meubles. Toutefois, les secteurs qui comptent sur la vente de biens et de services à l'industrie de la pêche fonctionnent encore au ralenti. Cette tendance devrait se maintenir durant l'ensemble de 1995.

Les recettes provenant de l'industrie du tourisme et des voyages ont augmenté en 1994. Le taux d'activité des non-résidents a augmenté de 5 % et les recettes, de 6 %. Les voyages en avion par des touristes ont enregistré la hausse la plus forte. Le nombre de touristes résidents a également augmenté. L'utilisation des parcs provinciaux et les visites de touristes aux kiosques d'information ont augmenté de 19 %. La hausse marquée des voyages par des résidents était due à la température exceptionnellement chaude durant l'été de 1994. L'activité devrait s'accroître de 2 % en 1995 dans l'industrie touristique.

Transformation des ressources

Pêche : D'après une estimation préliminaire, les prises de poissons à Terre-Neuve en 1994 sont évaluées à 189 millions de dollars et les produits exportés, à plus de 350 millions de dollars. Depuis l'imposition du moratoire, la composition de l'industrie de la pêche de la province a changé du tout au tout. On a accordé plus d'importance aux crustacés et coquillages (homard, crevette, crabe, palourdes, pétoncles), la transformation ultérieure s'est intensifiée, l'industrie a davantage tendance à se procurer ses matières premières à l'étranger et à les transformer dans la province et l'aquaculture a pris de l'importance.

Au début de la période de moratoire, la production aquicole était évaluée à environ 1,5 million de dollars. En 1994, cette valeur est passée à plus de 5 millions de dollars, dont plus de 90 % était associé à l'élevage du saumon. On croit qu'à moyen terme, la valeur de la production atteindra 10 millions de dollars. D'après une étude récente, la valeur de la production pourrait augmenter jusqu'à 200 millions de dollars à long terme. Il ne reste qu'un nombre limité d'endroits dans les autres régions de l'est de l'Amérique du Nord où la qualité de l'eau se prêterait à l'aquaculture de sorte que l'industrie s'intéresse de plus en plus à Terre-Neuve où il y a encore certains endroits propices, surtout sur la côte Sud.

Toutefois, même ces développements positifs sont éclipsés par la crise qui se poursuit dans le secteur de la pêche des poissons de fond. Une étude de ce poisson faite par le MPO à l'automne de 1994 donne à entendre que la biomasse des stocks de morue du Nord a diminué de 99 % depuis 1990. L'an dernier, la biomasse a diminué de 15 000 à 3 000 tonnes. D'après les scientifiques, il faudrait encore au moins 15 ans avant que les stocks se reconstituent assez pour qu'on envisage de nouveau une pêche commerciale. Pour le moment, les stocks sont quasiment inexistantes et la pêche commerciale est impossible; en outre, certains scientifiques prétendent que les stocks sont au bord de l'extinction biologique.

À ce jour, aux termes du Programme d'adaptation et de redressement de la pêche de la morue du Nord (PARPMN) et de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique, une somme d'un milliard de dollars a été affectée à des mesures de compensation et d'adaptation, mais, parmi les 20 000 travailleurs de la pêche qui sont touchés, rares sont ceux qui ont décidé de quitter l'industrie. Ce facteur, combiné à la diminution constante des stocks de poisson de fond, reflète l'existence d'une crise plus profonde qui perdure au sein de l'industrie et dans l'ensemble des régions rurales de la province.

Papier journal : Dans l'industrie du papier journal, la situation s'est améliorée en 1994. Les prix des transactions et la demande ont augmenté aux États-Unis, en Europe, en Amérique du Sud et en Asie. Les trois usines ont fonctionné de façon plus efficace et à pleine capacité. La valeur des expéditions de papier journal est passée de 400 millions de dollars en 1993 à 450 millions

environ en 1994. On estime que cette valeur atteindra 520 millions de dollars en 1995.

Minéraux : La valeur des expéditions de produits minéraux aurait atteint 826 millions de dollars en 1994, contre 728 millions en 1993. En 1995, la valeur des expéditions devrait atteindre 950 millions de dollars. En raison de meilleures conditions sur le marché, la valeur des expéditions de minerai de fer devrait s'accroître de 4 % en 1995.

Agriculture : Les recettes monétaires des agriculteurs ont atteint 64 millions de dollars en 1994, en hausse de 2 millions par rapport à 1993. Après l'étape de la transformation ultérieure, l'industrie agroalimentaire génère des ventes de plus de 300 millions de dollars. On évalue à quelque 67 millions de dollars les recettes monétaires des agriculteurs pour 1995.

Pétrole marin : À la fin de 1994, la construction du système de production d'Hibernia était parachevée dans une proportion de 60 %. En novembre, la base de la structure à gravité a été remorquée de Bull Arm à Mosquito Cove où elle sera assemblée aux modules de surface en 1995. À la fin de novembre, la somme de 2,95 milliards de dollars (dont 2,05 milliards ou 70 % ont été dépensés au Canada) avait été affectée au projet. À Terre-Neuve, les dépenses ont totalisé 1,2 milliard de dollars. Le 31 décembre 1994, le nombre d'employés affectés au projet atteignait 7 514, dont 4 827 à Terre-Neuve même.

Technologie de pointe

Le secteur de la technologie de pointe profite de la croissance associée aux débouchés technologiques découlant du projet de développement Hibernia depuis ses débuts. D'après un sondage de la *Seabright Corporation Ltd.*, ce secteur comptait environ 100 sociétés en 1994 et leurs ventes s'élevaient à 100 millions de dollars. Ce secteur comprend des sociétés spécialisées dans les domaines de la technologie de l'information (60 %), des pêches et des océans (15 %), de l'environnement (10 %), de la biotechnologie et de la médecine (10 %) et de l'aérospatiale et de la défense (5 %). Au cours des prochaines années, les secteurs des communications, du forage dirigé, du génie des matériaux et des instruments océanographiques vont poursuivre leur croissance.

OBSERVATIONS

Gouvernement provincial : En décembre 1994, la province a adopté sa loi sur l'investissement des entreprises conçue pour favoriser la diversification économique et les entreprises en croissance. Depuis le 1^{er} janvier 1995, les sociétés couvertes par la loi sont exonérées, pour une période de 10 ans, de l'impôt provincial sur les sociétés, des charges sociales et de la taxe de vente au détail; suivra ensuite une période de cinq ans durant laquelle ces taxes et ces impôts seront progressivement remis en vigueur. La période d'exonération pourra être prolongée de cinq ans si l'entreprise est établie dans une région où le taux de chômage est supérieur à la moyenne provinciale. La loi permet également aux municipalités d'accorder des avantages similaires au niveau des taxes d'affaires et de l'impôt foncier. Deux demandes ont été approuvées jusqu'à maintenant et dix autres sont à l'étude.

Dans son budget de 1994-1995, le gouvernement de Terre-Neuve a prévu un déficit de 25 millions de dollars dans son compte courant et un déficit budgétaire global de 197 millions dans son compte de capital et son compte courant. Toutefois, il a annoncé que son compte courant sera équilibré durant le prochain exercice. Dans l'ensemble, le gouvernement s'attend à un déficit budgétaire total de 150 millions de dollars environ. La province vise un budget équilibré d'ici les trois prochaines années.



SASKATCHEWAN

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

Le produit intérieur brut réel de la Saskatchewan devrait avoir enregistré un taux de croissance de 3,5 % en 1994. L'économie devrait demeurer vigoureuse en 1995 puisque le taux de croissance devrait être de l'ordre de 2,75 à 3 %. Les sondages montrent que les gens sont plus optimistes au sujet de l'économie de la province. Cette année, les récoltes sont exceptionnelles en Saskatchewan. Les ventes de concessions pétrolières et gazières, l'activité de forage et la production ont atteint des niveaux records. Les exportations, la construction et la valeur des expéditions de produits manufacturés sont toutes en hausse. Cependant, cette activité intense n'a entraîné aucune augmentation de l'emploi global. L'emploi a progressé dans des secteurs comme la fabrication, les communications et les services publics, le commerce de gros et de détail et les services, mais un certain nombre d'emplois a été perdu dans le secteur agricole. Une baisse du taux de chômage de 8 % (en 1993) à 7 % (en 1994) est attribuable principalement à une diminution de la population active et à une augmentation de l'emploi.

En 1994, le gouvernement de la province a fait beaucoup de progrès en vue d'équilibrer son budget. Dans son rapport du premier semestre de 1994-1995, le gouvernement prévoyait un déficit de 87 millions de dollars, soit 102 millions de moins que ses prévisions du début de l'année. Le gouvernement signale qu'il devrait atteindre son objectif d'un budget équilibré en 1996-1997. Pour atteindre cet objectif, il a pris diverses mesures,

dont des coupures dans les programmes de la province, des hausses de taxes et une restructuration du gouvernement. Divers facteurs lui faciliteront la tâche, dont des recettes accrues grâce à une amélioration de la conjoncture économique et des récoltes, une activité plus forte au niveau de l'exploration pétrolière et gazière et les prix élevés et les ventes importantes de potasse et d'autres produits miniers.



INDICATEURS

Après une année excellente en 1993, les ventes au détail ont continué de progresser en 1994. Durant les neuf premiers mois de 1994, la Saskatchewan venait au second rang au niveau de la hausse du commerce de détail (9,1 %); elle n'a été devancée que par la Colombie-Britannique (9,4 %). Une bonne partie

de la hausse est survenue dans les secteurs des appareils ménagers, de l'ameublement et des produits automobiles, alors que les consommateurs ont profité des taux d'intérêt moins élevés.

Pour ceux qui ont 15 ans et plus, l'emploi s'est amélioré, mais, pour une bonne part, la prospérité de la Saskatchewan ne s'est pas totalement traduite par de nouveaux emplois. Le nombre de personnes actives a augmenté de 3 000 en Saskatchewan et 2 000 personnes de plus occupent un emploi cette année qu'à la même période l'an dernier. Malgré cette croissance, on croit que la baisse du taux de chômage est davantage due au découragement et à l'émigration des travailleurs, pas seulement à une hausse de l'emploi. Pour ce qui est de la performance des secteurs, les hausses les plus importantes de l'emploi ont été enregistrées dans le

secteur du commerce (6 000 emplois); venaient ensuite les secteurs de la construction (2 000) et des services communautaires, commerciaux et personnels (2 000). En 1994, le taux de chômage s'élevait à 7 % en moyenne, soit le taux le plus bas du pays.

Les exportations ont progressé de 31,1 % entre septembre 1993 et septembre 1994. Les produits agricoles, l'énergie, les produits forestiers, les produits industriels, les machines et l'équipement ont enregistré des gains. La dépréciation du dollar canadien et un accroissement de la productivité sont responsables de ces améliorations.

La population de la Saskatchewan est passée à 1 016 200 durant le troisième trimestre de 1994, soit une hausse de 0,4 % depuis le troisième trimestre de 1993. L'émigration se poursuit, mais elle est compensée par une immigration interprovinciale plus importante. La hausse démographique du troisième trimestre marque la septième hausse trimestrielle consécutive.

CLIMAT

Des rapports et des enquêtes montrent que les habitants de la Saskatchewan sont très optimistes. D'après des sondages faits par Sask-Trends, la hausse des ventes au détail est due au fait que le gouvernement de la province a mis de l'ordre dans ses affaires. L'Association des consommateurs du Canada envisage également 1995 avec optimisme, mais elle pourrait changer d'avis si le gouvernement fédéral, les provinces et les administrations municipales continuent de hausser les taxes. D'après un sondage général effectué en novembre 1994 dont la province a publié les résultats dans un rapport, l'économie de la Saskatchewan inspire une confiance croissante au public et aux gens d'affaires. Quarante pour cent des répondants estiment que l'économie va s'améliorer durant les 12 prochains mois, comparativement à 22,5 % seulement en avril 1994 et à un creux de 16,6 % en septembre 1993. Les perceptions du public quant aux perspectives d'emploi se sont également améliorées considérablement. En novembre, 31,6 % des répondants étaient d'avis que la situation de l'emploi allait s'améliorer au cours des 12 mois suivants, contre 13,8 % en avril 1994. D'après les sondages, les familles craignent moins que le chef de famille perde son emploi durant l'année qui vient. En novembre, 57,4 % des répondants ne craignaient pas de perdre leur emploi, contre un

creux de 48,1 % en septembre 1993. L'emploi, l'économie et le déficit de la province continuent d'être les questions qui préoccupent le plus le public.

La plupart des sondages faits auprès des gens d'affaires de la province en 1994 faisaient état d'optimisme au sujet de l'économie de la province en 1995. Au début de l'année, la nouvelle loi de la province sur le marché du travail et le prochain budget fédéral et ses conséquences sur les impôts étaient les principaux sujets d'inquiétude.

PRINCIPAUX SECTEURS

AGRICULTURE

La récolte de 1994 est la cinquième plus importante jamais enregistrée. Contrairement aux années antérieures, la qualité de la récolte était bien au-dessus de la moyenne. Les producteurs de la province ont ensemencé des superficies records de canola, de moutarde, de lentilles, de pois de grande culture et des superficies supérieures à la moyenne de blé dur, d'avoine, d'orge, de seigle du printemps, de lin et de tournesol. Une hausse de 19,7 % des recettes des agriculteurs n'a pas suffi à compenser les réductions importantes des paiements des programmes (78,7 %) et de l'élevage (10,8 %); il en est résulté une baisse de 5,9 % du revenu net au comptant des agriculteurs. À court terme, les prix du blé ne devraient progresser que légèrement à l'échelle mondiale, mais les prix du blé de grande qualité devraient demeurer en hausse. Pour ce qui est du blé dur et du canola, les rentrées devraient rester importantes, en raison de prix assez avantageux. Il est improbable que les producteurs de la Saskatchewan renoncent aux opérations de couverture du revenu dont ils ont pu profiter en diversifiant davantage leurs cultures.

MINES

Le secteur pétrolier de la Saskatchewan est en plein essor. La production de pétrole a atteint des niveaux sans précédent et les ventes de concessions ont établi des records. Cette croissance est attribuable à la hausse des prix et à l'amélioration de la technologie (par exemple le forage horizontal). Le cumul annuel de la production de pétrole brut a augmenté de 18,6 %.

Il y a reprise de la production de potasse et une vente de 800 000 tonnes faite récemment à la Chine

a fait grimper de 100 % les ventes à ce pays en 1994. En août 1994, la production de potasse avait augmenté de 22 % pour l'année. En décembre 1994, Vigoro, un producteur de potasse de Chicago, annonçait l'achat d'une mine à Colonsay (Saskatchewan), au prix de 200 millions de dollars. Vigoro est un fabricant et distributeur importants de potasse, d'engrais à base d'azote et de produits connexes d'usage agricole et industriel. Avec ses intérêts dans Kalium, Vigoro détient maintenant 10 % de la capacité de production de potasse de la province.

Les expéditions de produits manufacturés ont augmenté de 17 % de septembre 1993 à septembre 1994. Les produits alimentaires, les machines, les produits du bois, les produits électriques et les produits chimiques viennent au premier rang. Des hausses ont été enregistrées dans les secteurs des matières plastiques, des produits en cuir, des textiles, du vêtement, du bois et de la fabrication des produits en métal.

La production d'uranium est restée assez stable en Saskatchewan durant la dernière décennie. Au cours des sept premiers mois de 1994, le volume de la production a progressé de 8,4 %. La demande mondiale devrait demeurer ferme en 1995.

TOURISME

L'industrie touristique a fait preuve de vigueur en 1994 et elle s'est orientée vers de nouveaux produits. La découverte de Scotty, le squelette du Tyrannosaurus Rex, à Eastend, a permis aux touristes de vivre une nouvelle expérience l'été dernier. D'après des données préliminaires, il y a eu croissance aux niveaux suivants en 1994 : nombre d'Américains entrant au Canada (5,9 %), taux d'occupation des hôtels (3,5 %), ventes au détail (9,6 %) et chiffre d'affaires des restaurants (7,1 %). La baisse du dollar canadien est considérée comme un facteur déterminant, alors que beaucoup de Canadiens ont décidé de rester au Canada au lieu de se rendre à l'étranger. Cela s'est également produit en Saskatchewan où le nombre des Canadiens revenant des États-Unis a régressé de 22,6 % en 1994. Ces données statistiques montrent pourquoi, dans l'ensemble, l'industrie touristique de la Saskatchewan voit l'avenir avec optimisme.

En 1994, le premier ministre annonçait la création d'une Commission canadienne du tourisme (CCT),

qui sera un projet de partenariat entre l'industrie et les deux paliers de gouvernement. Le premier ministre a également annoncé que le gouvernement fédéral allait faire passer à 50 millions de dollars les fonds qu'il consacre à l'industrie touristique; une partie de ces fonds sera affectée à la CCT. Ce nouveau partenariat aura pour objectif de créer un fonds de commercialisation de 100 millions de dollars qui redonnera au Canada la place de choix qui lui revient dans l'industrie mondiale du tourisme.

La création de la CCT va dans le même sens que la décision prise par le gouvernement de la Saskatchewan de lancer la *Saskatchewan Tourism Authority (STA)*. La STA constitue le premier bureau provincial du tourisme au Canada. Comme l'a déclaré le président du conseil d'administration de la STA, Dick DeRyk, « ce passage du flambeau à notre industrie marque le début d'une nouvelle ère pour l'industrie touristique, non seulement en Saskatchewan, mais dans l'ensemble du Canada ». La STA sera responsable du programme de promotion du tourisme dans la province, du programme de financement « Destination Saskatchewan » et des services liés à l'information, à la recherche et à l'éducation et à la sensibilisation des touristes.

Le lancement de la *Tourism Alliance* pour l'Ouest et le Nord canadiens constitue un autre développement récent. L'Alliance regroupe les associations de l'industrie touristique de six provinces et territoires, Diversification de l'économie de l'Ouest, Industrie Canada, Patrimoine Canada et le ministère des Affaires indiennes et du Nord. L'Alliance a pour mandat de promouvoir l'image de la région sur le marché et de faire une chaude lutte à d'autres destinations, en mettant l'accent sur l'Ouest et le Nord canadiens en tant que destination de choix. Les partenaires ont signé un protocole d'entente et le projet devrait être lancé au plus tard en avril 1995.

OBSERVATIONS

La société IPSCO est d'avis que l'industrie manifeste de la vigueur et que les prix se raffermissent. L'entreprise fonctionne actuellement à pleine capacité. Elle s'attend à ce que sa nouvelle usine de l'Iowa soit opérationnelle au printemps de 1996, ce qui lui permettra de produire des plaques plus larges.

Les secteurs des ressources primaires non agricoles de la Saskatchewan sont très rentables. La baisse du dollar canadien et la hausse des prix des marchandises causée par la reprise des marchés vont permettre à ces secteurs de faire des profits importants en 1995.

Le secteur primaire de la province est en mesure de produire de manière soutenue et assez peu coûteuse de nombreux produits de base. Des sommes importantes sont investies actuellement dans l'industrie de l'uranium, même si les intéressés se demandent encore si l'uranium hautement enrichi pourra accéder, dans des conditions précises, au marché des réacteurs civils.

Le gouvernement devrait faire des annonces quant à l'ampleur et à la nature de projets de développement industriel des ressources forestières du nord-est de la Saskatchewan. Le gouvernement de la province projette d'introduire un projet de loi par lequel la *Forest Resource Management Act* remplacerait la *Forest Act* (désuète) qui était axée sur l'octroi de droits de coupe, de fourrage et de pâturage. La nouvelle loi renfermerait des dispositions précises liées à la conservation et à la sylviculture, y compris des procédures favorisant la participation du public, de même qu'à la mise en valeur des ressources forestières.



QUÉBEC

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

Avec un taux de croissance réel d'environ 3,9% (estimé de la Caisse de dépôts et de placement du Québec) ainsi que la création de 70 000 emplois, l'économie québécoise aura connu en 1994 sa meilleure performance depuis la fin des années quatre-vingt. La plupart des analystes s'attendent à ce que le PIB réel de la province augmente de 3,4% cette année, soit une performance légèrement en deçà de celle du Canada qu'on prévoit être de 3,7%. Les principales incertitudes qui agiront sur l'évolution de l'économie québécoise cette année sont le niveau des taux d'intérêts, l'impact des mesures de redressement des finances publiques et les résultats qui découleront de la consultation référendaire.



INDICATEURS

Au troisième trimestre (données désaisonnalisées en \$ constants) le PIB provincial a augmenté à un taux annuel de 4,2% par rapport au trimestre précédent (3,5% par rapport au troisième trimestre de 1993). Cette bonne performance n'est pas le reflet d'un renforcement de la demande intérieure puisque cette dernière a fléchi de 1,1% du deuxième au troisième trimestre (taux annuel). En fait, c'est à un recul marqué des importations alors que le niveau des exportations est resté à peu près stable que l'on doit la progression du PIB. Au niveau de la demande intérieure finale presque toutes les grandes catégories de dépenses (investissements privés et publics en capital fixe, dépenses publiques courantes, dépenses personnelles en services) ont connu des reculs par rapport à leur valeur du deuxième trimestre. Seules les dépenses

personnelles en biens (augmentation de 4,5%, taux annuel) et celles faites par les entreprises pour de la machinerie et matériel (13,1%) ont affiché une progression.

Le retour (prudent) des consommateurs québécois dans les magasins a été confirmé par la hausse de la valeur des avoirs des banques à charte canadiennes détenus au Québec sous forme de prêts personnels via les cartes de crédits. En effet, la

valeur de ces avoirs est passé de 2,3 milliards de \$ au deuxième trimestre de 1994 à 2,4 milliards de \$ au troisième trimestre. On observe aussi une progression de 3,6% (taux annuel) des ventes du commerce de détail en octobre et novembre par rapport à la moyenne du troisième trimestre et de 5,3% par rapport à la même période l'année précédente. Malgré ce

progrès indéniable, il y a fort à parier que ce regain des dépenses de consommation de biens ne soit qu'un feu de paille. Ainsi, il n'est pas vraiment possible d'anticiper une reprise soutenue des dépenses de consommation étant donné le niveau des taux d'intérêts, le très faible taux d'épargne (7,1% selon la plus récente estimation du ministère de l'Industrie, du Commerce, des Sciences et de la Technologie du Québec), la stagnation de la rémunération (par exemple, la rémunération horaire moyenne à pondération fixe n'a augmenté que de 0,4% de janvier à octobre 1994 par rapport à la même période en 1993) et l'existence d'un nombre toujours élevé d'assistés sociaux (estimé à 797 700 en février 1995) et de chômeurs (422 000 en décembre 1994). D'ailleurs, le Conseil québécois du commerce de détail anticipe que les ventes de commerce au détail ne seront en hausse que

d'environ 3% cette année comparativement à 4% en 1994.

Au Québec, la situation de l'emploi s'est détériorée en décembre avec la disparition de 8 000 emplois désaisonnalisés. A l'exception d'une forte augmentation en novembre, le nombre d'emplois au Québec est en régression depuis juillet. Ce recul de l'emploi et une hausse de la population active a fait monter le taux de chômage de 11,4% en novembre à 12,1% en décembre. Malgré ces mauvaises nouvelles, force est de constater qu'en 1994, en moyenne, le nombre d'emplois s'est accru de 2,4% ce qui correspond à 70 000 nouveaux emplois créés. Il s'agit de la meilleure performance observée au Québec depuis six ans. L'augmentation de l'indice d'offre d'emplois de Statistiques Canada (1991 = 100) d'une valeur moyenne de 100 à 101 du troisième au quatrième trimestre puis à 102 en janvier 1995, de même que la hausse du pourcentage d'employeurs qui prévoient l'embauche de personnel supplémentaire à Montréal au premier trimestre de 1995 (enquête des Services de personnel temporaire Manpower) permettent d'espérer que l'économie québécoise retrouvera bientôt son niveau d'emploi d'avant récession qui était de 3 089 mille emplois en avril 1990. A l'heure actuelle, le niveau d'emploi est de 3 056 mille (décembre 1994).

Le secteur manufacturier continue de progresser et les livraisons au quatrième trimestre de 1994 étaient de 4,5% plus élevées que durant le trimestre précédent et de 13,5% plus élevées qu'un an plus tôt. Ces données permettent d'ailleurs de mesurer tout le chemin accompli par le secteur manufacturier depuis un an. La santé du secteur manufacturier se constate aussi par le nombre de faillites dans ce secteur. En novembre et décembre 1994, les faillites d'entreprises manufacturières comptaient pour seulement 9% de l'ensemble des faillites d'affaires au Québec.

Enfin, du côté de la création d'entreprises, la situation est stable, et leur nombre au Québec (mesuré par le nombre de comptes de retenue sur les salaires) n'a augmenté que de 0,1% du troisième au quatrième trimestre (1% par rapport au quatrième trimestre de 1993). Quant aux travailleurs indépendants, ils sont tout aussi nombreux au quatrième trimestre de 1994 qu'à la même période en 1993, soit en moyenne 410 000 personnes.

CLIMAT

La confiance des ménages québécois n'a pas beaucoup évolué ni connu de grandes fluctuations au cours de l'année 1994. C'est du moins ce que révèle l'indice (désaisonnalisé, 1991 = 100) de confiance des ménages québécois tel qu'élaboré par le Conference Board. Ainsi, cet indicateur dont la valeur atteignait 108,7 au premier trimestre de 1994, affichait une valeur de 108,8 au quatrième trimestre. Il sera intéressant d'observer l'évolution de cet indicateur à mesure que s'approche l'échéance référendaire. Alternativement, selon un sondage réalisé à la mi-décembre 1994 par le groupe Léger & Léger pour le compte du Journal de Montréal, 67,4% des Québécois interrogés se disent optimistes pour 1995 et l'avenir, une hausse de six points par rapport aux résultats de l'année dernière. Les résultats du sondage indiquent aussi que la situation de l'emploi préoccupe moins les Québécois qu'à pareille date en 1993. A cette époque, 39% des gens interrogés étaient optimistes à ce sujet alors que cette proportion atteint 46,8% des répondants en décembre 1994.

Les gestionnaires d'entreprises sont eux aussi optimistes. En effet, selon un sondage réalisé par le Groupe Léger & Léger en collaboration avec la firme Gestion financière Talvest auprès d'un échantillon d'administrateurs agréés du Québec, il apparaît qu'en 1995 les entreprises québécoises augmenteront leurs ventes (87% des répondants), leurs profits (74% des sondés), leurs investissements notamment dans la qualité des produits (87%), en technologie (82,5%), en formation de la main-d'oeuvre (69,3%), et en recherche et développement (63,6%). De plus, 59,1% des administrateurs agréés interrogés croient que les entreprises embaucheront plus de personnel au cours de l'année.

LES SECTEURS

Industries traditionnelles

Dans le marché des métaux, le raffermissement des prix en 1994 a permis à plusieurs producteurs de renouer avec la rentabilité et la valeur des livraisons des exploitants miniers devrait être en hausse de presque 4% en 1994. De même, tout au long de l'année, le nombre de claims miniers actifs (données de janvier à novembre) a été nettement supérieur au nombre enregistré l'année précédente ce qui constitue le reflet d'une reprise des activités de prospection. Toutefois, le transfert des capitaux

des grands exploitants miniers vers les pays en voie de développement où les normes environnementales et les coûts d'exploitation sont plus " concurrentiels " constitue une menace pour le développement à long terme de l'industrie. Enfin, selon une déclaration du président de l'Association minière du Québec au journal *Les Affaires*, l'accès à la ressource constituera aussi un enjeu important pour l'industrie minière en 1995.

Les dernières données disponibles indiquent que les produits alimentaires sont au premier rang des importations du Québec en provenance des autres provinces canadiennes et au troisième rang au chapitre des produits exportés par le Québec vers le reste du pays. C'est surtout avec l'Ontario que le Québec effectue ses transactions dans ce domaine. L'industrie **agro-alimentaire** au Québec emploie 225 000 personnes et représente un marché de presque 19 milliards de \$ par année. Comme l'a fait remarquer récemment le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, M. Marcel Landry, le défi qui se pose pour cette industrie est de parvenir à réduire les écarts de productivité par rapport aux concurrents, ainsi que de se spécialiser dans des créneaux de marché où elle excelle. Selon le ministre, le rôle de l'État est d'offrir aux entreprises du secteur des services mieux adaptés, une réglementation plus simple et d'ajuster la formation aux besoins du milieu.

Le ralentissement marqué des mises en chantier observé à la fin de 1994 a eu pour effet de faire fléchir la demande pour le **bois ouvré** et les **panneaux structuraux**. Les prix pour le bois ouvré ont diminué sensiblement depuis novembre en comparaison avec les sommets atteints au début de 1994. Ce fléchissement, normal en cette période hivernale, devrait être de durée limitée et avec les coupures d'allocation de matière première tant aux États-Unis qu'en Colombie Britannique, le Québec devrait être en mesure d'écouler toute sa production de bois d'oeuvre et de panneaux en 1995 et ce à des prix intéressants. A noter que le prix de la matière première ligneuse payé au ministère des Ressources naturelles du Québec augmentera de 30% en 1995. De même, le prix des copeaux augmentera vraisemblablement d'environ 20%. Les compagnies de bois d'oeuvre (Normick, Forex, Stone-Consolidated, Uniforêt, Donohue) procèdent actuellement à des investissements majeurs dans le but d'améliorer leur productivité. Quant à l'industrie des **pâtes et papiers**, elle devrait connaître une excellente année en 1995. Plusieurs

augmentations de prix ont pu être soutenues par le marché et la demande continue d'être très forte. De plus, toutes les usines ont confirmé qu'elles respecteraient les nouvelles normes environnementales d'ici septembre 1995. En fait, la seule problématique de l'industrie forestière au Québec est qu'elle n'apporte pas une plus grande valeur ajoutée aux produits fabriqués autant du côté des pâtes et papiers que des usines de sciage de résineux.

Pour les producteurs de **gros appareils électroménagers**, l'évolution récente du marché leur a été favorable et on anticipe une poursuite de la tendance au cours des prochains mois. La demande pour les produits des trois usines québécoises (Inglis, Camco et Frigidaire) est d'ailleurs fortement liée à la reprise économique nord-américaine. Ces usines ont des mandats nord-américains et exportent une partie importante de leur production aux États-Unis, ce qui est facilité par l'actuelle valeur de notre devise par rapport à celle de nos voisins du sud. Malgré l'évolution favorable des revenus, certaines faiblesses demeurent au plan des profits et de la productivité et le niveau d'emplois demeure en-deçà des niveaux de la fin des années 1980. De plus, l'avenir du secteur passe par la consolidation des mandats nord-américains existants ou l'acquisition de nouveaux mandats ainsi que par le développement d'une meilleure base de sous-traitance locale.

Pour l'industrie du **textile et des vêtements**, les prochains mois seront déterminants pour le reste de l'année. En effet, jusqu'à il y a quelques semaines, le niveau des taux d'intérêt demeurait acceptable et avait eu peu d'impact sur le secteur. Or la situation s'est considérablement dégradée depuis quelques semaines; selon l'industrie, la hausse des taux, la croissance ininterrompue du déficit, l'incertitude politique engendrée par le référendum et la chute du dollar sur les marchés des changes sont en train d'effriter la confiance des consommateurs qui était à la hausse à la fin de l'année dernière et s'était traduite par des dépenses accrues durant la période des fêtes. Cette situation pourrait retarder des projets d'investissements ou réduire leur ampleur. L'annonce toute récente de la fermeture de quelques chaînes de détaillants affectera aussi quelques producteurs locaux. Entre-temps, la faible valeur du dollar canadien s'avère un avantage majeur pour le secteur puisque les exportations (surtout vers les États-Unis) augmentent sans cesse tandis que plusieurs fabricants ont rapatrié une

partie de leur production asiatique vers le Québec.

L'industrie de la **plasturgie** au Québec regroupe quelque 650 entreprises dont 80% sont des PME. A l'heure actuelle ses ventes augmentent en raison du cycle économique favorable et de la création de nouveaux produits par effet de substitution. La forte demande pour les produits plastiques se reflète d'ailleurs dans l'augmentation sensible du prix de la matière première et des délais de livraison. La concurrence demeure forte dans ce domaine et l'ère est aux coupures de prix malgré la hausse du prix des intrants. Les investissements sont aussi à la hausse et plusieurs entreprises caressent des projets relatifs à l'achat de nouveaux équipements, à l'agrandissement de facilités de production existantes et aussi à l'implantation de nouvelles unités de production notamment dans le secteur de l'emballage et de produit relié à l'ameublement. Toutefois, la faiblesse du dollar canadien constitue un frein à la modernisation des équipements de production du fait que la plupart des équipements sont importés. Les avis sont partagés quant à une pénurie de la main-d'oeuvre dans ce secteur.

Tout indique que le secteur de la **machinerie** au Québec a connu un bon dernier trimestre. Ainsi, les entreprises qui desservent le secteur des ressources (foresterie, pâtes et papiers, mines) et même le secteur manufacturier en général se portent bien, tout comme leurs clients d'ailleurs. Or, on se montre inquiet devant la hausse des taux d'intérêt, son impact sur l'économie en général et par ricochet sur le secteur de la machinerie. A l'inverse, la perte de valeur de notre devise réjouit les entreprises du secteur qui exportent car elle constitue un atout de vente par rapport aux fournisseurs locaux et permet aux entreprises d'introduire leurs produits dans des nouveaux marchés. Il y a toutefois un risque que certaines entreprises se servent de la valeur du dollar pour masquer leur manque de compétitivité. Enfin, la réduction des barrières tarifaires continue de bénéficier aux entreprises dont les produits occupent une niche particulière ou qui conçoivent des produits sur mesure. Les pourparlers en cours pour étendre l'ALENA inspirent et encouragent les entreprises de ce secteur à élargir leurs horizons et il y a une plus grande sensibilité de leur part à la nécessité d'aller au delà des marchés locaux et domestiques.

L'industrie québécoise de la production, du transport et de la distribution d'énergie a été

ébranlée par l'annonce en décembre du report aux calendes grecques du projet Grande Baleine ainsi que par le report du calendrier d'investissement des mini-centrales et de co-génération d'Hydro Québec. La fin des grands projets d'infrastructure d'Hydro Québec (principal client de l'industrie) confirme l'évolution défavorable de la demande locale. L'industrie québécoise du **matériel électrique** travaille donc à accentuer ses efforts de prospection des marchés étrangers. Ces efforts commencent d'ailleurs à être couronnés de succès puisqu'au cours de la récente visite du Premier ministre Jean Chrétien en Chine, plusieurs entreprises québécoises (GE, GEC Alstom, Dessau) ont annoncé avoir effectué des percées dans cet immense marché. Présentement, l'industrie n'exporte qu'environ 15% de sa production.

Dans l'industrie **automobile**, la tendance demeure positive. Le seul fait marquant est la grève surprise de quelques employés d'un département de l'usine de GM à Ste-Thérèse et qui a perturbé la production durant une journée. Quant à l'usine Hyundai, elle demeure toujours fermée pour une période indéterminée. Chez les sous-traitants, Montupet entend faire passer la cadence de production des culasses pour moteur Northstar (Cadillac et Aurora) de 1 000 à 2 400 unités par jour d'ici l'été. Cette firme doit aussi procéder au développement d'un bloc moteur V-8 pour la Corvette, Camaro et Firebird. Chez Waterville TG on vient tout juste de terminer un agrandissement de 125 000 pi.ca. et on est à installer des lignes de production de joints d'étanchéité pour la Saturn. Enfin, en décembre, les chercheurs d'Hydro Québec ont dévoilé un système de propulsion électrique roue-moteur destiné à mouvoir des véhicules automobiles. Ce concept suppose le placement d'un moteur électrique dans chacune des roues d'un véhicule.

Du côté des fabricants d'**équipement de transport en commun** on note l'achat par Novabus Corp. des actifs de la compagnie MCITMC servant à la production des autobus "RTS". Novabus devient donc le leader nord-américain et la seule compagnie capable d'offrir une gamme complète de produits capables de répondre à tout genre de besoins en matière de transport urbain par autobus et devrait s'emparer de 50% du marché nord-américain annuel de 3 500 unités. Dans le secteur **ferroviaire**, AMF Technotransport opère à pleine capacité dans la remise à neuf de locomotives de même que dans la fabrication de wagons plate-

forme pour l'armée américaine. Quant au **chantier naval** de MIL-Davis à Québec, le gouvernement provincial a proposé une stratégie pour assurer sa survie à court terme. Cette proposition implique la construction d'un nouveau traversier qui ferait la navette entre Matane et Godbout, ainsi que la réfection de l'actuel traversier qui relie ces deux municipalités. Le traversier rénové serait alors mis en service entre les Iles-de-la-Madeleine et l'Île du Prince Édouard.

Tout laisse croire que le secteur de la **construction domiciliaire** restera léthargique au cours des mois à venir d'autant plus que la récente hausse des taux d'intérêt pourrait potentiellement annuler une partie des effets bénéfiques escomptés de l'introduction par Québec du programme Premier toit. Ce programme permet aux acheteurs d'une première maison neuve de bénéficier, pendant une durée limitée, d'un crédit d'impôt équivalent à 20% de leurs intérêts hypothécaires. Pour l'année 1995 dans son ensemble, la SCHL anticipe la construction de seulement 32 200 unités d'habitation, ce qui représenterait un fléchissement de 2,8% par rapport à l'année précédente. Si ces pronostics s'avèrent justes, il s'agira du plus faible nombre de mises en chantier au Québec depuis 1982. La planche de salut de l'industrie en 1995 se trouvera donc du côté de la rénovation domiciliaire et de la construction non résidentielle où plusieurs grands projets sont en voie de réalisation (Forum, École des HEC, édifice OACI, Centre des congrès de Québec et bientôt l'agrandissement de celui de Montréal). Par ailleurs, la re-réglementation du secteur de la construction via la loi 46 (assujettissement des chantiers résidentiels à une convention collective) aura également sur l'industrie de la construction un impact qui reste à déterminer.

Nouvelle économie

Le secteur des **télécommunications** poursuit son expansion et au cours des derniers mois il a continué d'accroître ses effectifs, sa productivité et ses efforts de prospection de nouveaux marchés (Amérique latine, Asie-Pacifique et Europe de l'ouest). La plupart des entreprises font état de difficultés à recruter du personnel technique, encore qu'à ce chapitre la situation diffère d'une entreprise à l'autre. Ce qui est nouveau est que certaines firmes mentionnent qu'elles rencontrent maintenant des difficultés à recruter au Québec des gestionnaires de haut niveau particulièrement dans le domaine du marketing. Une entreprise du secteur

a indiqué qu'elle agit avec prudence lorsqu'elle refille des informations stratégiques aux officiers de commerce canadiens en poste à l'étranger car elle craint que ces informations puissent, par inadvertance, être refilées à des compétiteurs malgré la nouvelle politique du ministère des Affaires étrangères et du commerce international du Canada à ce sujet.

Le consortium d'entreprises de services regroupé autour du Groupe Vidéotron continue ses préparatifs en vue du lancement à l'automne de la première phase du projet UBI (**autoroute électronique**). Cette première phase d'implantation consistera à brancher au réseau UBI la totalité des 34 000 abonnés du câblodiffuseur Vidéotron de la région du Saguenay. L'équipement UBI à la maison sera composé d'un terminal complètement bidirectionnel, une télécommande, un module transactionnel (lecteur de carte de crédit ou de débit et une mini-imprimante), et une carte à puce. Le terminal sera doté d'un processeur Power-PC d'IBM. La boîte possédera également une connexion permettant d'y brancher un micro-ordinateur. Le projet prévoit se rentabiliser à moyen terme, non par l'augmentation des tarifs du câble mais par les revenus en provenance des fournisseurs de services présents sur le réseau. Pour sa part, le gouvernement fédéral étudie la possibilité d'utiliser le réseau UBI pour diffuser de l'information gouvernementale. Des discussions sont présentement en cours à ce sujet avec le ministère des Ressources humaines, Revenu Canada et le centre de service aux entreprises Info-entrepreneur.

La tendance demeure positive dans le secteur de l'**aéronautique** et de la **défense** et un rattrapage sur les emplois perdus durant les dernières années est observable. Évidemment, la situation varie d'une entreprise à l'autre. Certaines PME opèrent à pleine capacité alors que d'autres n'ont pas encore rejoint le niveau de ventes d'avant récession. Le prix des matières premières préoccupe aussi certaines firmes et on invoque à cet effet l'augmentation du prix de l'aluminium. D'autres entreprises indiquent que l'avantage de la faiblesse du dollar canadien a été, en partie, réduit par des pertes de contrats de la défense aux États-Unis. De façon plus générale, on observe que pour accroître leur volume, plusieurs entreprises du secteur aéronautique ont entrepris de se diversifier vers le domaine médical et le transport terrestre. Les entreprises, grandes ou petites, qui dépendent

beaucoup des contrats militaires continuent aussi de faire des efforts pour se diversifier, mais les résultats à date sont mitigés.

Le marché des **matériaux industriels de pointe** est en pleine expansion. Par exemple, au niveau des composites à matrice polymérique la demande augmente de 10 à 15% par année dû à des nouvelles utilisations dans l'industrie du bâtiment et de l'industrie du transport. Malheureusement, tout comme dans le cas des matériaux avancés à base métallique, l'industrie n'a pas la capacité pour répondre à cette nouvelle demande. Cette situation devrait entraîner de nouveaux investissements dans ce domaine au Québec, notamment du côté d'une entreprise qui agit comme sous-traitant pour le secteur du transport et qui caresse un projet susceptible de créer 400 nouveaux emplois.

En 1994, la hausse des taux d'intérêt, la relativement faible reprise de la consommation, ainsi que le plan d'assurance-santé de l'administration Clinton ont quelque peu ralenti la croissance de l'activité et la création de nouvelles entreprises dans le domaine des **biotechnologies** au Québec. Par ailleurs, la faiblesse de la disponibilité de capital de risque important, a incité plusieurs entreprises à rechercher des alliances stratégiques. La faiblesse du dollar canadien n'a pas vraiment été un moteur à l'exportation, sauf qu'elle incite les entreprises étrangères à réaliser des projets de recherche au Québec ainsi que certaines implantations pour desservir le marché Nord-Américain (e.g. Astra Pharma, Servier). Selon l'industrie, les principales entraves à l'investissement et à la création d'emplois sont les incertitudes liées à la réglementation et les longs délais d'approbation. A moyen terme, l'application de certaines réformes législatives prévues devrait atténuer ces critiques.

A court terme, l'actuelle faiblesse de la valeur du dollar canadien vis-à-vis de la devise américaine aide les entreprises du secteur des **produits médicaux** à accroître leurs marges bénéficiaires de façon substantielle sans requérir de leur part des gains réels de productivité. Toutefois, des gains à ce chapitre deviennent nécessaires car les entreprises du secteur doivent affronter une concurrence accrue suite aux coupures dans le réseau de la santé, les acheteurs portant davantage leur attention sur le coût et les bénéfices à moyen terme reliés à l'utilisation d'un produit. A plus long terme, et selon le président de l'Association québé-

coise des fabricants de l'industrie médicale, ce secteur industriel a le potentiel de pouvoir doubler son volume d'exportation (125 millions de \$, soit 50% de la valeur des ventes) si elle joue la carte des alliances.

L'industrie québécoise de la **protection de l'environnement** est composée de manufacturiers et sous-contractants d'équipement, ainsi que d'experts-conseils en génie et en gestion environnementale. Après avoir acquis de l'expérience du côté du traitement des eaux usées municipales, l'industrie doit maintenant acquérir ou développer des technologies pour répondre aux exigences du traitement des eaux usées industrielles, lesquelles technologies exigent des procédés différents selon le type d'entreprise. Actuellement, les entreprises de papier procèdent à des investissements massifs à cet effet et l'industrie pétrolière, métallurgique et chimique doivent en faire de même. Même les fermes devront s'y mettre et on estime que 2 600 de ces dernières devront réaliser des travaux dont le coût moyen est de 75 000\$. De plus, l'industrie québécoise de la protection environnementale doit non seulement se reconvertir mais aussi réussir à percer les marchés étrangers, un élément essentiel à sa survie et sa croissance. Encore faut-il que les programmes d'aide gouvernementaux aient la souplesse requise pour aider ce secteur ce qui n'est pas toujours le cas comme en fait foi le fait que le Programme de commercialisation des technologies environnementales exclut tout projet de logiciels de gestion environnementale (un marché d'au moins 600 millions de \$ en Amérique du nord et croissant de 20% par an). Idem dans le cas des programmes d'aide de l'ACDI.

Le secteur des **technologies avancées de production** (entreprises de logiciels, de matériel informatique, de systèmes électroniques et d'intégrateurs de systèmes) dépend de la demande générée par le milieu manufacturier. La bonne croissance domestique et étrangère que connaît ce milieu est donc favorable aux producteurs de technologies avancées de production, particulièrement dans le cas des intégrateurs de systèmes chez qui l'actuelle valeur du dollar canadien leur a permis de mieux se positionner sur le marché américain. Au cours des prochains mois, on estime que le marché domestique sera relativement vigoureux compte tenu que les investissements des manufacturiers vont se poursuivre et qu'un rattrapage au niveau de la productivité de l'industrie manufacturière reste à

compléter. En contrepartie, l'évolution de la valeur de notre monnaie sur les marchés des changes pourrait affecter de façon négative la compétitivité des fournisseurs québécois de matériel et de systèmes électroniques.

Services

Dans le secteur du **tourisme**, l'année 1994 a constitué une année de reprise, la valeur du dollar ayant non seulement stimulé la visite de touristes américains et européens, mais aussi encouragé les Canadiens et les Québécois à prendre leurs vacances chez eux. Quelques chiffres confirment cette reprise: le taux d'occupation des hôtels au centre-ville de Montréal est passé de 56% durant la période de janvier à septembre 1993 à 62% durant la même période en 1994. A Québec le nombre de nuitées enregistrées a connu une croissance de 6% par rapport à l'année précédente. La situation s'annonce encore meilleure cette année. Selon la firme Horvath Consultants, l'industrie du tourisme au Québec devrait connaître une hausse du taux d'occupation en 1995 d'au moins trois points et une augmentation des tarifs moyens de chambre d'au moins 2\$ (4\$ dans les centres urbains). De plus, plusieurs investissements sont en cours: agrandissement du Palais des congrès de Québec; celui de Montréal attend sous peu le feu vert pour débiter les travaux qui permettront de doubler sa capacité; Intrawest maintient son rythme de développement accéléré au Mont-Tremblant pour en faire la station et le village de ski par excellence sur la côte est; le Casino de Montréal connaît un tel succès que la construction d'une annexe est en cours pour en augmenter la capacité et deux autres sites (Hull et La Malbaie) ont été choisis pour permettre l'expansion du réseau de casinos dans la province.

OBSERVATIONS

La formule des crédits d'impôt continue de plaire aux entreprises québécoises. Déjà très apprécié comme outil de financement de la recherche, le crédit d'impôt remboursable sert maintenant à financer la formation en entreprise. Selon la Société québécoise de formation de la main-d'oeuvre, entre

septembre 1993 (date de lancement de cette initiative provinciale) et août 1994, quelque 1776 entreprises se sont prévaluées de cet avantage fiscal et leur nombre va en s'accroissant.

La pénurie d'emplois n'est pas cantonnée dans les secteurs "high tech". Ainsi, un contingentement trop sévère au niveau des admissions dans les deux centres québécois de formation en transport routier, ainsi que la popularité croissante du mode de gestion "juste-à-temps" dans les entreprises manufacturières ont entraîné une pénurie de conducteurs de véhicules lourds dans la province. Actuellement, l'Association du camionnage du Québec estime que 2 000 emplois de camionneurs (notamment pour les chauffeurs de longue distance) ne sont pas comblés dans la province.

Une récente enquête de la firme Price Waterhouse révèle qu'il existe dans le secteur manufacturier au Québec 100 entreprises qui emploient plus de 500 personnes. Soixante de ces entreprises sont de propriété non québécoise et emploient plus de 85 000 personnes, soit 16% de la main-d'oeuvre manufacturière dans la province. Onze de ces firmes ont un siège social qui se trouve au Canada mais en dehors du Québec, alors que 49% sont des entreprises étrangères. L'enquête révèle aussi que lors de leur implantation initiale, plus de 80% des investissements réalisés par les plus grandes entreprises manufacturières non québécoises avaient été consacrés principalement à la construction d'usines plutôt qu'à l'acquisition d'entreprises québécoises existantes.

Selon l'Office de la langue française, la francisation des entreprises au Québec continue sa progression comme en fait foi l'obtention en 1993-94 par 177 nouvelles entreprises de 50 employés et plus de leur certificat de francisation. La proportion de grandes et moyennes entreprises (celles ayant 50 employés et plus) ayant obtenu leur certificat est maintenant de 77%. Les secteurs les plus difficiles à franciser seraient l'automobile, le transport routier, l'aéronautique, l'aérospatiale, les produits électriques et électroniques, l'imprimerie, l'édition, ainsi que les technologies de l'information.



ONTARIO RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

En raison d'une bonne performance l'an dernier, en particulier dans le secteur de la fabrication, la croissance de l'économie de l'Ontario devrait être vigoureuse en 1995, mais un peu moins forte qu'en 1994. La croissance économique aura surtout pour moteur les exportations et les investissements dans la machinerie et l'équipement, les dépenses des consommateurs y contribuant quelque peu également. Le principal risque qui menace le rythme actuel de la croissance de l'économie est la mesure dans laquelle le resserrement monétaire aura des répercussions sur les secteurs clés et sur la performance de l'économie américaine.

Durant le troisième trimestre de 1994, l'économie de l'Ontario a continué de se développer à un rythme rapide. Le PIB réel a progressé de 7,1 % sur une base annuelle et, actuellement, il dépasse de 1,5 % le plafond atteint, avant la récession, durant le troisième trimestre de 1989. Bien qu'en baisse par rapport au trimestre précédent (8,8 %), le taux de croissance devrait atteindre 5 % à la fin de 1994, soit sa meilleure performance depuis 1989.

Cette croissance vigoureuse a comme moteur l'investissement des entreprises et le secteur du commerce extérieur. L'investissement dans la machinerie et l'équipement a continué de progresser à un bon rythme, mais, facteur plus important, la construction non résidentielle, pour la première fois depuis 1991, a contribué à la croissance de la production; cela signifie que ce secteur avait atteint son niveau le plus bas. L'importance des

investissements coïncide avec une forte hausse des profits des sociétés, surtout des sociétés manufacturières orientées vers les exportations. En raison de la baisse du dollar canadien, les exportations ont surpassé de beaucoup les importations, mais les machines et l'équipement continuent d'occuper une place majeure dans les importations. Pour ce qui est des exportations de marchandises, les gains les plus importants ont été enregistrés dans les secteurs des véhicules

automobiles, des appareils de bureau, des produits chimiques et de l'acier.

Malgré une baisse du chômage et des attitudes assez positives à l'endroit de l'économie, les consommateurs semblent ressentir de plus en plus les effets de la hausse des taux d'intérêt. Les dépenses des consommateurs ont cessé de croître, surtout dans le

secteur des biens durables. Le ralentissement important dans le secteur de la construction résidentielle empêche l'économie de progresser rapidement, les mises en chantier ayant été peu nombreuses durant le second semestre de l'année. Un resserrement de la situation financière est à l'origine de la cinquième réduction consécutive des dépenses des gouvernements (à tous les paliers) au cours du dernier trimestre.

INDICATEURS

L'économie de l'Ontario, dont la performance a été vive durant le dernier trimestre, ne montre aucun signe de ralentissement, comme en attestent de nombreux indicateurs clés. En 1994, le nombre des mises à pied a régressé de 27 % par rapport à l'année précédente, tandis que, pour l'année,





ONTARIO

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

En raison d'une bonne performance l'an dernier, en particulier dans le secteur de la fabrication, la croissance de l'économie de l'Ontario devrait être vigoureuse en 1995, mais un peu moins forte qu'en 1994. La croissance économique aura surtout pour moteur les exportations et les investissements dans la machinerie et l'équipement, les dépenses des consommateurs y contribuant quelque peu également. Le principal risque qui menace le rythme actuel de la croissance de l'économie est la mesure dans laquelle le resserrement monétaire aura des répercussions sur les secteurs clés et sur la performance de l'économie américaine.

Durant le troisième trimestre de 1994, l'économie de l'Ontario a continué de se développer à un rythme rapide. Le PIB réel a progressé de 7,1 % sur une base annuelle et, actuellement, il dépasse de 1,5 % le plafond atteint, avant la récession, durant le troisième trimestre de 1989. Bien qu'en baisse par rapport au trimestre précédent (8,8 %), le taux de croissance devrait atteindre 5 % à la fin de 1994, soit sa meilleure performance depuis 1989.

Cette croissance vigoureuse a comme moteur l'investissement des entreprises et le secteur du commerce extérieur. L'investissement dans la machinerie et l'équipement a continué de progresser à un bon rythme, mais, facteur plus important, la construction non résidentielle, pour la première fois depuis 1991, a contribué à la croissance de la production; cela signifie que ce secteur avait atteint son niveau le plus bas. L'importance des

investissements coïncide avec une forte hausse des profits des sociétés, surtout des sociétés manufacturières orientées vers les exportations. En raison de la baisse du dollar canadien, les exportations ont surpassé de beaucoup les importations, mais les machines et l'équipement continuent d'occuper une place majeure dans les importations. Pour ce qui est des exportations de marchandises, les gains les plus importants ont été enregistrés dans les secteurs des véhicules

automobiles, des appareils de bureau, des produits chimiques et de l'acier.

Malgré une baisse du chômage et des attitudes assez positives à l'endroit de l'économie, les consommateurs semblent ressentir de plus en plus les effets de la hausse des taux d'intérêt. Les dépenses des consommateurs ont cessé de croître, surtout dans le

secteur des biens durables. Le ralentissement important dans le secteur de la construction résidentielle empêche l'économie de progresser rapidement, les mises en chantier ayant été peu nombreuses durant le second semestre de l'année. Un resserrement de la situation financière est à l'origine de la cinquième réduction consécutive des dépenses des gouvernements (à tous les paliers) au cours du dernier trimestre.

INDICATEURS

L'économie de l'Ontario, dont la performance a été vive durant le dernier trimestre, ne montre aucun signe de ralentissement, comme en attestent de nombreux indicateurs clés. En 1994, le nombre des mises à pied a régressé de 27 % par rapport à l'année précédente, tandis que, pour l'année,



l'emploi désaisonnalisé a progressé de 3 %; cela a permis de faire diminuer le taux de chômage de décembre de 10,7 % à 8,4 % en douze mois à peine. De son côté, l'indice des demandes d'emploi (100 en 1991) est passé à 107 en décembre, soit une hausse annuelle de 26 %. De meilleures conditions d'emploi ont fait baisser de 29,1 %, entre janvier et novembre, le nombre de dossiers traités (prestataires actifs) de l'assurance-chômage.

De meilleures perspectives d'affaires ont fait progresser de 56,9 %, au cours du troisième trimestre de 1994, les profits annuels des entreprises, qui ont atteint un sommet pour cinq ans, alors qu'en novembre, le nombre total de faillites commerciales et personnelles, pour l'année, ont régressé de 16,0 % et de 6,1 %, respectivement. En raison d'une forte demande d'exportations vers les États-Unis, les expéditions du secteur manufacturier de l'Ontario ont enregistré une hausse de 10,2 % durant les dix premiers mois de 1994. L'économie américaine, un élément indispensable pour l'expansion de l'économie ontarienne, a continué de croître durant le troisième trimestre (le PIB a progressé de 4,4 %).

À la fin de décembre, le taux annuel d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, atteignait à peine 0,1 % en Ontario, montrant que les producteurs et les détaillants refusent de transférer les hausses des prix aux consommateurs. Les règlements salariaux de 70 conventions collectives négociées durant le troisième trimestre ont atteint un taux moyen de 0,8 %, soit le double du trimestre précédent. Les hausses de base des salaires ont été les plus fortes dans le secteur de la fabrication (2,0 %). Pour de nombreuses grandes chaînes de vente au détail, les ventes ont devancé de 10 %, durant la période des fêtes, le niveau atteint l'an dernier.

Même si l'économie croît de façon généralisée, de nombreux secteurs clés sont au point mort. Cela apparaît sur le marché des maisons neuves, qui n'a pas progressé par rapport à 1993. La SCHL a estimé que les mises en chantier annualisées diminueraient à 35 200 en décembre, contre 40 700 en novembre, tandis qu'en novembre, le nombre mensuel des permis de construction résidentielle a régressé de 10,1 %.

CLIMAT

Des signes préliminaires donnent à entendre que la confiance des consommateurs est en baisse, en

raison de la hausse des taux d'intérêt et de la possibilité d'une hausse des impôts. D'après les données du sondage de décembre de Decima, le nombre de consommateurs estimant que le moment n'est pas propice pour un achat majeur a augmenté de trois points de pourcentage pour s'établir à 57 %. Un nombre beaucoup moins grand de consommateurs feront probablement un tel achat durant les six prochains mois. Ces données vont dans le sens de l'indice des attitudes des consommateurs du *Conference Board*. Même si cet indice a plafonné durant le dernier trimestre de 1994, de nombreux consommateurs hésitent à faire des achats importants à court terme en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la faible croissance du revenu. Ils rapportent peu d'amélioration de leur situation financière depuis la récession.

D'après l'indice de confiance des gens d'affaires du *Conference Board*, qui a progressé de 4,4 % par rapport au dernier trimestre, dans l'ensemble, les chefs d'entreprises voient 1995 avec optimisme. Les gens d'affaires ont signalé que leur situation financière s'est améliorée de façon marquée et que les niveaux de production s'approchent de la pleine capacité. Même si l'Ontario demeure la cible de la majorité des dépenses en capital destinées aux usines et à l'équipement, un moins grand nombre de chefs d'entreprises étaient d'avis, à cause de l'évolution des taux d'intérêt, que le moment n'est pas propice à un investissement majeur.

D'après un sondage tenu en décembre par Decima Research, 24 % des résidents de l'Ontario décrivent l'économie comme bonne ou excellente contre 19 % au trimestre précédent, en raison principalement des meilleures perspectives d'emploi.

PRINCIPAUX SECTEURS

Transformation des ressources

Une remontée marquée des prix des métaux de base a amélioré la rentabilité et les intentions d'investir de l'industrie des minéraux. Les prix du cuiivre n'ont jamais été aussi élevés depuis six ans, en raison d'une demande plus forte en Asie et de la perspective d'une croissance plus vive en Europe. L'optimisme déclenché par un bond de 65 % du prix au comptant du nickel a incité *Inco Ltd.* à hausser sa production de 25 % en 1995 en diminuant les temps d'arrêt et en investissant

160 millions de dollars pour amener une mine de Sudbury au niveau de la pleine production. Les prix du zinc ont peu évolué et ils devraient rester assez stables, en raison surtout d'un surplus de stocks sur le marché mondial. L'industrie de l'or a accueilli avec satisfaction la décision du gouvernement fédéral de réduire de façon importante les ventes de réserves d'or par la Banque du Canada, ventes qui, selon des industriels, empêchaient, de façon artificielle, les prix de monter en saturant le marché.

Dans le secteur agricole de l'Ontario, la campagne agricole a été bonne, les recettes monétaires des agriculteurs surpassant de 4 % leur niveau de l'an dernier. La bonne performance de l'industrie de la transformation des aliments et boissons se maintient. L'industrie a réagi à la concurrence mondiale en investissant massivement dans de nouvelles machines et dans un nouvel équipement et a tiré profit des marchés d'exportation, principalement les États-Unis. Pour ce qui est des exportations, l'industrie des produits alimentaires de l'Ontario vient au premier rang au Canada; ces exportations ont augmenté de 27 %, en moyenne, au cours des trois dernières années.

Des hausses records du prix de la pâte feront grimper de façon importante les profits des producteurs en 1995, alors que la demande demeure forte en Amérique du Nord. Les prix du papier-journal devraient également grimper en flèche au début de la nouvelle année, même s'ils accusent un certain retard par rapport à ceux de la pâte. L'industrie des produits du bois a créé près de 2 000 emplois en 1994 en investissant 800 millions de dollars pour accroître sa capacité; en 1995, les investissements devraient dépasser un milliard de dollars. La décision récente d'un groupe spécial de l'ALENA concernant les droits compensateurs américains et favorisant les producteurs de bois d'oeuvre de résineux canadien est vue comme une victoire majeure pour l'industrie; cette décision pourrait entraîner un accès encore plus grand au marché américain, à des prix hautement concurrentiels. Récemment, le gouvernement de l'Ontario a adopté un système de prix basé sur les forces du marché pour établir les frais relatifs à des droit de coupe de bois debout sur les terres de la Couronne. La nouvelle politique a fait tripler les droits de coupe pour les producteurs de panneaux de particules, de placages et de panneaux à copeaux orientés, tandis que ces droits ont été réduits légèrement pour l'industrie du bois d'oeuvre de résineux.

Les entreprises du secteur de l'acier voient l'avenir avec optimisme, surtout celles qui sont associées étroitement à l'industrie automobile ou qui exportent leurs produits. Les producteurs d'acier de première transformation signalent des profits élevés, tandis que les usines de fabrication de produits en métal et les fonderies fonctionnent pratiquement à pleine capacité. Au niveau de la production, les prévisions dépassent de 10 à 20 % celles de l'an dernier. Cela ne signifiera pas plus d'emplois, vu que certaines entreprises devront réduire leurs effectifs cette année, en raison de pressions exercées par leurs concurrents. Les affaires ont repris pour les entreprises qui fabriquent des produits chimiques industriels et pour les producteurs de résines synthétiques. Les fabricants de matières plastiques ont une attitude positive cette année et certains d'entre eux prévoient embaucher des employés pour de seconds quarts de travail. Dans le secteur des produits chimiques, l'industrie est confrontée à de fortes hausses des prix des matières premières, comme l'éthylène et le soufre, et rien ne porte à croire que ces hausses vont s'atténuer. L'industrie est préoccupée par la hausse des coûts des intrants parce que les consommateurs résistent encore de façon inflexible aux hausses de prix, ce qui signifie que l'industrie des produits chimiques devra absorber ces coûts plus élevés en sabrant davantage dans des marges de profits réduites.

Fabrication

Le secteur du montage d'automobiles s'est maintenu sur sa lancée durant le quatrième trimestre, faisant grimper la production de véhicules à des niveaux records en 1994. Toutefois, en raison de stocks importants, la Ford Motor Co. a dû fermer sa nouvelle usine de peinture d'Oakville et sa ligne de production de minifourgonnettes Windstar. General Motors a fait de bonnes affaires en novembre et en décembre, après un début relativement lent de sa production de nouveaux modèles à ses usines d'Oshawa. Récemment, plus de 25 000 personnes ont fait la queue pour obtenir les quelque 1 000 emplois offerts à l'usine de montage des Lumina de GM à Oshawa; il s'agissait probablement de postes de remplacement qui n'étaient pas offerts, comme on l'avait d'abord cru, en raison de l'ajout d'un troisième quart de travail. Chrysler Canada devra équiper à neuf son usine de minifourgonnettes de Windsor et sera forcée de passer en douceur à la production, prévue pour cette année, de sa

prochaine génération de minifourgonnettes qui sont très en demande. Le secteur de l'automobile de l'Ontario bénéficiera d'un investissement de 600 millions de dollars de *Toyota Motor Manufacturing Canada Inc.*, qui vient d'annoncer qu'elle projette de doubler sa production de Corollas à son usine de Cambridge. L'expansion, qui doit débiter en juin, permettra de créer 1 200 nouveaux emplois, lorsqu'elle sera complétée en 1997. Les observateurs conviennent que 1995 sera une autre bonne année pour les ventes d'automobiles en Amérique du Nord, même si de telles attentes dépendent de la mesure selon laquelle l'industrie ressentira la hausse des taux d'intérêt.

Les fabricants de pièces d'automobiles produisent à un rythme voisin de la pleine capacité. C'est pour cette raison qu'ils vont investir beaucoup cette année pour accroître cette capacité de production. Les dépenses en immobilisations attendues devraient être inférieures au niveau record de 1,6 milliard de dollars de 1994. Les fournisseurs de matières premières tentent de faire supporter par les fabricants de pièces les hausses des prix de produits comme l'aluminium, l'acier et les résines de plastique. Les grandes entreprises sont plus en mesure d'absorber ces hausses, mais les petites entreprises ont été forcées de s'y adapter en réduisant leurs marges de profit parce que les fabricants d'aval d'équipement de série refusent d'accepter des hausses de prix en cette période de concurrence vive. Les fournisseurs de pièces dont les ententes collectives doivent être renégociées cette année prévoient des hausses salariales de l'ordre de 2 à 3 %.

L'industrie de l'équipement minier est avantagée actuellement par la reprise survenue dans le secteur des minéraux et elle voit les 12 prochains mois avec beaucoup d'optimisme. Les exportations sont les premières responsables de la reprise, l'Amérique latine étant l'un des marchés les plus fébriles au chapitre de l'équipement minier. Les producteurs de matériaux de construction signalent que leurs affaires se sont améliorées légèrement dans la province, bien que la demande à l'étranger surpasse la demande intérieure. Les fournisseurs de technologies manufacturières avancées (TMA) accroissent leurs effectifs pour répondre à une demande à la hausse. Dans certains cas, les entreprises accumulent des stocks pour pouvoir satisfaire des pointes éventuelles au niveau des commandes. Parallèlement, les conditions de la demande relative aux outils, aux matrices et aux

moules sont avantageuses, mais l'industrie fait face à des problèmes d'approvisionnement à court terme quant aux intrants et à une hausse des coûts des matériaux venant de fournisseurs canadiens et étrangers (importations). Le secteur de l'équipement électrique industriel, qui fabrique des commandes et d'autres systèmes de contrôle des moteurs, semble tirer de l'arrière par rapport à d'autres secteurs. Le secteur de l'équipement électrique lourd a toujours tiré de l'arrière par rapport au cycle commercial; la croissance économique, dont le rythme se maintient, devrait donc favoriser une meilleure performance l'an prochain.

Parce que les détaillants ont fait de bonnes affaires durant la dernière période des fêtes, il y a eu reprise dans le secteur des produits de consommation, sauf pour le vêtement. Rares sont les fabricants de vêtements qui considèrent comme bonne leur situation commerciale actuelle. Par contre, les produits électroniques de consommation et les fabricants de systèmes de divertissement au foyer ont connu un succès mitigé et leurs produits ont suscité la faveur des consommateurs. Le secteur de l'ameublement de l'Ontario voit avec optimisme les perspectives d'affaires de la nouvelle année, indépendamment de l'effet que pourrait avoir la hausse des taux d'intérêt. Cette attitude est attribuable aux profits convenables réalisés durant le quatrième trimestre et au succès que l'industrie a connu sur le marché américain.

Technologie de pointe

Dans le secteur de la technologie de pointe, le segment du matériel de télécommunications se trouve encore dans une période de restructuration et de réduction des coûts, en raison de la surcapacité qui existe au niveau mondial. La situation est illustrée par Northern Telecom, le chef de file du secteur, qui vient d'annoncer 600 mises à pied à son usine de Bramalea. Les ventes d'équipement de commutation numérique se sont stabilisées quelque peu, mais une technologie de remplacement se trouve encore au stade du développement. L'industrie signale des hausses de ses ventes dans d'autres domaines et elle va procéder à de nouveaux investissements pour améliorer ses installations de fabrication et pour accroître sa productivité. Les techniciens hautement qualifiés sont très recherchés par les fabricants d'équipement de télécommunications ainsi que dans l'industrie aérospatiale. Dans cette dernière industrie, les entreprises éprouvent de la difficulté à recruter des

techniciens compétents capables d'occuper des postes d'informaticien.

Le marché américain a contribué au succès de nombreuses entreprises spécialisées en technologies de l'environnement. À l'exception de l'industrie du pétrole et du gaz naturel de l'Ouest canadien, qui est un acheteur important de technologies environnementales, comme celle du dégazage de l'hydrogène et du soufre, la demande relative à ces technologies est moins grande au Canada qu'aux États-Unis. De façon générale, l'industrie fait preuve d'optimisme, en raison de la fébrilité de l'économie américaine. Les mesures prises par l'industrie pour pénétrer encore plus les marchés étrangers comprennent des ententes de partenariat conclues avec des consortiums commerciaux spécialisés dans des créneaux précis, comme dans le cas du secteur des eaux usées.

Le secteur des produits biopharmaceutiques a toujours ressenti plus fortement et plus directement la réforme du régime des soins de santé et la difficulté d'accès à des capitaux de R-D que la conjoncture économique générale. L'accès aux capitaux de R-D a été touché par la chute des cours pour les sociétés ouvertes et par les faillites récentes de fabricants de produits biotechnologiques aux États-Unis, facteurs qui ont fait fuir les investisseurs. L'industrie est clairement opposée à tout rajustement, de la part du gouvernement fédéral, aux crédits d'impôt pour la R-D qui existent actuellement. En outre, les mesures prises par le gouvernement pour contrôler le coût des soins de santé sont vues comme une menace à long terme pour l'industrie en raison de l'effet néfaste que pourrait avoir une hausse des marges de profit visant à recouvrer des frais de développement très élevés. Le géant du secteur pharmaceutique Glaxo de Grande-Bretagne projette d'acquérir son concurrent Wellcome PLC, ce qui entraînerait un regroupement des opérations canadiennes des deux sociétés. Mille cinq cents emplois, dont la majorité se trouve au siège social de Glaxo à Mississauga et à son usine de fabrication d'Etobicoke, pourraient être touchés; Burroughs Wellcome Inc. du Canada a son siège social à Montréal.

Les concepteurs de logiciels, qui signalent des ventes et des profits très importants, se sont bien placés sur les marchés d'exportation. De nombreux fabricants de logiciels continuent de manquer de capitaux de roulement, ce qui nuit à leurs efforts de commercialisation. De petites entreprises spécialisées dans la technologie informatique de

pointe éprouvent de la difficulté à mobiliser des capitaux de risque pour de nouveaux projets qui en sont aux premiers stades de développement.

Services et Construction

Les détaillants ont signalé des ventes importantes durant la période des fêtes en raison de conditions de l'emploi bien meilleures et de températures très clémentes. Pour les grands magasins, les ventes réalisées en 1994 étaient les plus fortes depuis plus de trois ans. Même si elles pourraient souffrir de la hausse des taux d'intérêt et de la hausse possible des impôts que pourrait comporter le budget fédéral de février (facteurs qui pourraient nuire à la confiance des consommateurs), les ventes au détail devraient progresser de 5 à 6 %. La concurrence demeure vive et une restructuration est imminente dans les secteurs des produits électroniques de divertissement au foyer, des articles de sport, de la musique, de la vente au détail d'ordinateurs et de la rénovation domiciliaire. Le secteur de la vente au détail de vêtements est l'un des segments les plus durement touchés. Parmi les victimes les plus récentes, mentionnons Dylex et Pennington's de Toronto, qui prévoient tous les deux fermer plusieurs magasins.

Les services aux entreprises continuent de progresser à un rythme rapide, bénéficiant de l'amélioration de la conjoncture et de percées plus nombreuses sur les marchés étrangers. Les entreprises spécialisées en services informatiques enregistrent des hausses de l'ordre de 15 % de leurs recettes annuelles. Pour ce qui est de la publicité, les dépenses par des entreprises hautement concurrentielles devraient augmenter considérablement cette année, ce qui profitera aux firmes de publicité qui ont beaucoup souffert de la récession. Dans un effort majeur de la part des institutions financières pour diversifier leurs activités, les grandes banques tentent d'accéder au marché lucratif de la location d'automobiles; les banques prétendent que leurs démarches coïncident avec leurs nouvelles chartes qui leur permettent de vendre de l'assurance-automobile en Ontario. Si le projet est approuvé, les fabricants et les concessionnaires d'automobiles, qui louent déjà des véhicules, pourraient perdre une bonne partie du marché. D'après la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne, l'industrie du film de la province, qui est en plein essor et qu'on évalue à près de 500 millions de dollars en 1994, devrait afficher une croissance record cette année. Le gouvernement de l'Ontario vient de

renouveler son engagement à l'endroit de l'industrie en lui accordant, dans le cadre du Programme d'investissement dans l'industrie cinématographique ontarienne, 42 millions de dollars de plus sur trois ans. Le programme permet de financer le tournage de longs métrages canadiens aux premiers stades critiques de la production.

Les maisons de courtage immobilier de la région métropolitaine de Toronto passent de durs moments en raison de la hausse des taux d'intérêt, les ventes de maisons ayant diminué de 26 % en décembre par rapport à novembre 1993 et de 20 % par rapport à décembre 1993. Le secteur de la construction résidentielle s'est stabilisé quelque peu durant le dernier trimestre de 1994, comme le reflètent les données sur les mises en chantier. La réduction du nombre des maisons neuves est attribuable en partie à un ralentissement des mises en chantier de condominiums dans la région de Toronto. On est porté à croire que le secteur de la construction non résidentielle a atteint son niveau plancher et qu'il s'est mis à remonter. La valeur des permis mensuels de construction non résidentielle a progressé de 9,9 % en novembre par rapport au mois précédent et de 13,9 % par rapport à il y a un an. Le taux d'inoccupation des immeubles commerciaux de la grande région métropolitaine de Toronto a continué de baisser; il a diminué de 15 % au dernier trimestre à 13,2; cela devrait signifier une certaine reprise de l'activité dans ce secteur.

L'industrie touristique a fait de bons progrès en Ontario en 1994. La baisse du dollar canadien a marqué la venue d'un grand nombre de touristes américains. Sur une base annuelle, le nombre d'Américains qui ont traversé la frontière a progressé de 6,5 % en septembre. Selon les estimations, les dépenses des touristes ont augmenté de 4 % l'an dernier et elles devraient croître dans une fourchette de 4 à 5 % en 1995. Dans la quasi-totalité des régions de la province, l'industrie de l'accueil profite du plus grand nombre de touristes venus des États-Unis et d'outre-mer. Les taux d'occupation des hôtels sont en hausse, surtout

dans le sud-ouest de l'Ontario et dans la région de Niagara.

OBSERVATIONS

Les pressions sur les prix qui s'exercent à divers niveaux entraîneront finalement un mouvement à la hausse du taux d'inflation. En faisant augmenter le prix des produits importés, la faible valeur du dollar canadien a exacerbé les pressions inflationnistes. Tandis que les prix des produits de consommation importés ont été maintenus sous contrôle en raison de la concurrence qui s'exerce au niveau de la vente au détail, les industries de l'Ontario sont aux prises avec des coûts plus élevés des biens d'équipement importés et elles cherchent des moyens de les transférer aux consommateurs. D'autres pressions à la hausse sur les prix ont pris la forme d'une hausse des coûts des matières premières au niveau des usines. En novembre, sur une base annuelle, les prix des matières premières ont grimpé de 13,2 %. En raison d'une demande forte, les producteurs vont commencer, avant longtemps, à transférer aux consommateurs les hausses des prix de leurs intrants. Finalement, le secteur privé fait face à des pressions à la hausse sur les salaires, en raison en partie des profits plus importants réalisés par les entreprises. Les hausses salariales consenties par les entreprises manufacturières qui ont signé des contrats de travail l'an dernier ont atteint près de 3 %, et les entreprises dont les conventions collectives doivent être renouvelées s'attendent à des hausses comparables. Les négociations collectives qui auront lieu durant le premier trimestre de 1995 surviendront presque toutes dans le secteur public, y compris 51 000 employés directs du gouvernement provincial et 75 000 infirmiers et infirmières et employés de soutien hospitalier.

La hausse des taux d'intérêt commence à se faire sentir dans l'ensemble de l'économie. Certains secteurs, comme celui de la construction résidentielle, réagissent déjà à l'évolution du coût du loyer de l'argent, tandis que la confiance des consommateurs montre des signes de faiblesse, après s'être améliorée régulièrement pendant plusieurs mois. Les effets majeurs sur l'activité économique ne se feront probablement pas sentir avant le second semestre de l'année, en supposant que les taux d'intérêt restent élevés.



NOUVELLE-ÉCOSSE RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

La possibilité d'une reprise économique a dominé le dernier trimestre de 1994. Le PIB devrait continuer de croître; il devrait passer d'un taux faible de 1,1 % en 1994 à 2,0 % durant l'ensemble de 1995.

Toutefois, alors que débute 1995, la croissance économique est au point mort; les entreprises attendent le dépôt du budget fédéral avant de prendre des décisions importantes d'ordre financier. Un optimisme prudent semble de mise, en espérant que le gouvernement ouvre des avenues aux nouvelles entreprises, sans hausse de taxes.

La *Sepracor Pharmaceutical Company* a ouvert une nouvelle usine de fabrication de produits pharmaceutiques à Windsor (N.-É.). Toutefois, durant la même période, la dure réalité des fermetures de bases des Forces armées s'est fait sentir à la base de Cornwallis, où le drapeau a été mis en berne pour la dernière fois.

INDICATEURS

Aux prises avec la libéralisation du commerce et avec la mondialisation des marchés, les entreprises se préparent à développer leurs marchés d'exportations à long terme. Un moyen qu'elles utilisent de plus en plus est le système de contrôle de la qualité ISO 9000. Un colloque récent portant sur ce système a attiré 90 représentants du secteur de la fabrication. La Nouvelle-Écosse compte actuellement 17 entreprises inscrites auprès d'ISO 9000, une hausse de 12 par rapport à 1993.

Le nombre des entreprises accréditées devrait passer à plus de 30 d'ici la fin de 1995.

Les expéditions d'exportation ont augmenté de 8 % par rapport à 1993. De façon générale, de 1990 à 1994, les exportations ont affiché une augmentation cumulative de 18,2 % en date du troisième trimestre de chaque année.

La société *Corporate Research Associates (CRA)* signale, dans son *Atlantic Omnibus Quarterly*

Survey, que la confiance des consommateurs s'est stabilisée durant le dernier trimestre (en baisse de 2,6 points à 94,1). On remarque des signes de reprise en ce qui concerne la confiance générale des consommateurs au chapitre des ventes au détail; toutefois, cet optimisme ne s'est pas installé dans certaines régions de la province, en particulier dans les régions rurales

dont l'économie dépend des industries primaires, comme la pêche.

La *CRA* rapporte également que la plupart des habitants de la province sont un peu moins certains de pouvoir conserver leur emploi qu'en août 1994 et que depuis le début de 1994.

En 1994, la Nouvelle-Écosse a fait des gains notables au niveau des emplois à plein temps qui ont augmenté de 2,8 % par rapport à 1993, soit 10 000 employés de plus. Les variations saisonnières du taux de chômage pour décembre étaient encourageantes, ce taux s'établissant à 12,3 % contre 15,1 % en décembre 1993.

Manpower Temporary Services signale que 30 %



des employeurs pensent créer des postes, que 17 % vont réduire leurs effectifs et que 46 % prévoient peu de changement en janvier, février et mars.

Les entreprises de transport par conteneurs ont vu leurs activités progresser de 3 à 4 % en 1994, en partie à cause de services d'expédition accrus au port de Halifax. *Hapag-Lloyd* fait de nouveau partie des entreprises du port et elle a mis sur pied un nouveau service, de concert avec *Neptune Orient* et *NYK Lines*. Deux autres entreprises de transport par conteneurs servent maintenant Halifax; cela a permis de créer 250 emplois connexes et a contribué à faire augmenter de 10 à 15 % par année le transport des marchandises qui sont acheminées au port.

En 1994, 8 504 nouvelles entreprises (6,8 % de plus qu'en 1993) se sont inscrites auprès du *Registry of Joint Stock Companies*. De janvier à novembre 1994, 456 entreprises ont fait faillite, une baisse de 9,3 % par rapport à 1993.

Durant la période des fêtes de 1994, les ventes ont semblé en hausse par rapport à 1993; toutefois, les coûts étaient également plus élevés, en raison des stocks plus importants.

On rapporte que les cartes de débit automatique introduites récemment dans des supermarchés et chez des détaillants majeurs se répandent de plus en plus.

Le nombre des permis de construction émis durant les 10 premiers mois de 1994 a augmenté de 13,7 % par rapport à 1993. Le changement le plus important a été le triplement du nombre des permis de construction industrielle émis jusqu'à maintenant cette année par rapport à 1993.

Le taux d'inoccupation des bureaux à Halifax est resté à peu près au même niveau (18,0 %) en décembre 1994 par rapport au même mois en 1993. À Dartmouth, ce taux est passé de 13,6 à 17,7 %. En 1995, la plupart des entreprises se concentrent sur la réalisation des plans de rationalisation amorcée en 1994 plutôt que sur des projets de construction.

CLIMAT

Peter O'Brien, de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI), résume comme suit le climat qui règne actuellement «tout le monde

attend le budget fédéral». À son avis, tant au niveau fédéral que provincial, les ministres des Finances doivent livrer un message clair et continuer de prendre des décisions fermes concernant les coupures à apporter aux programmes et les compressions budgétaires requises pour ouvrir des avenues aux nouvelles entreprises.

Le marché est resté assez immobile au cours des trois derniers mois et le climat commercial est demeuré stable. Sauf pour la technologie de l'information, on signale une croissance limitée.

D'après le Conseil économique des provinces de l'Atlantique, l'exode des cerveaux, en particulier dans le monde médical de la province, semble s'intensifier. Les deux tiers environ de ceux qui quittent la province ont fait des études postsecondaires.

Les représentants du milieu des affaires, du secteur de l'éducation et du gouvernement présents au *Metro Economic Summit* annuel en novembre ont mis l'accent sur la création d'emplois, sur le développement économique et sur le fait que la Nouvelle-Écosse doit cesser d'être dépendante pour devenir auto-suffisante.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

Les Pneus Michelin (Canada) Ltée investissent un montant additionnel de 24 millions de dollars dans leurs usines de la Nouvelle-Écosse, niant par le fait même toute rumeur de départ et confirmant leur engagement à long terme dans la province.

Les livraisons de produits manufacturés ont augmenté de 7,6 % durant les dix premiers mois de 1994 par rapport à la même période en 1993. Des hausses dignes de mention sont survenues dans l'industrie du bois (28,2 %), le secteur des matières plastiques (21,0 %) et la fabrication de produits en métal (28,3 %).

En raison des coupures apportées par le ministère de la Défense nationale, les entreprises du secteur de la défense obtiennent moins de contrats du gouvernement du Canada. Toutefois, on signale une certaine croissance des contrats octroyés par des entreprises américaines.

Technologie

La société *Software Kinetics* a reçu son accréditation ISO 9000; elle est la troisième entreprise de logiciels du Canada qui en reçoit une. La société a beaucoup progressé depuis qu'elle fait affaire dans la région de l'Atlantique et le nombre de ses spécialistes est passé de 4 à 80.

Multimedia House International étudie la possibilité d'établir un institut de formation en multimédias dans la région métropolitaine de Halifax.

SCL Technologies Inc., de Amherst, a annoncé un projet d'expansion de 10,8 millions de dollars qui permettra de créer 260 emplois d'ici 1996. La société fabrique divers composants électroniques pour des entreprises comme Northern Telecom et Maritime Tel & Tel.

Des contrats ayant été signés après Softworld '94, à Fredericton (Nouveau-Brunswick), Halifax a été désigné comme endroit où se tiendra Softworld '96.

À en juger par le nombre de participants (plus de 3 000) qui se sont rendus au salon Internet en janvier, ce réseau suscite de plus en plus d'intérêt en Nouvelle-Écosse. D'après diverses entreprises, l'accès à Internet augmente et se développe rapidement en Nouvelle-Écosse. *Dynatek Automation Systems Inc.* vient d'investir dans de nouveaux bureaux au Royaume-Uni, en Israël et à Vancouver. Dans l'ensemble, les entreprises signalent que le secteur de la technologie de l'information continue de progresser dans des domaines comme l'augmentation des effectifs, les communications, les ventes et les services de téléphonie cellulaire, les ventes de logiciels et l'approvisionnement des entreprises.

L'industrie du cinéma et de la télévision a été séduite par le littoral, les petits villages et l'hospitalité de la Nouvelle-Écosse. D'après certains observateurs, après le tournage de *The Scarlet Letter* et de *Dolores Claiborne* en 1994, une somme additionnelle de 30 millions de dollars sera injectée dans l'économie de la province en 1995, soit deux fois plus qu'en 1993.

Maritime Tel & Tel vient d'introduire TeleVillage, le premier canal de télévision interactive en Nouvelle-Écosse, malgré l'opposition créée par *Access Cable*, de Dartmouth (Nouvelle-Écosse). Le

projet pilote d'une durée de deux ans a démarré de façon modeste, quelque 120 familles ayant accès à une vingtaine de productions. Les secteurs qui seront exploités plus tard comprennent les services bancaires, les achats, la musique et la formation sur demande.

Biotechnologie

Des représentants d'institutions financières commerciales ont assisté récemment à un *Bio-Industry Financing Forum*; ils y ont présenté leurs programmes d'aide financière. Il existe, toutefois, une pénurie de fonds pour les entreprises du secteur de la biotechnologie dont les recherches requièrent des capitaux de risque allant de 200 000 \$ à 2 millions de dollars.

Services

Les entreprises qui offrent des services environnementaux cherchent de plus en plus des débouchés, mais elles estiment que plusieurs facteurs nuisent à leur croissance. De nouvelles entreprises continuent d'envahir le marché local; elles livrent une concurrence au niveau des prix, mais pas au niveau de leur réputation, de leur compétence ou de la qualité de leurs services. Le vide juridique et la concurrence que livrent des groupes du secteur public, comme Travaux publics Canada, Environnement Canada, des laboratoires et des établissements universitaires, compliquent les choses pour le secteur, qui est alors porté à se tourner vers les marchés d'exportation.

La province a autorisé l'ouverture de casinos en Nouvelle-Écosse. La venue accessoire d'un plus grand nombre de touristes a été un des arguments majeurs invoqués par le gouvernement. *ITT Sheraton* a obtenu le contrat de construction d'un casino sur les quais d'Halifax et le contrat d'un second casino au Cap-Breton. La *CRA* a constaté que 52 % des habitants de Nouvelle-Écosse sont opposés aux jeux de hasard qui caractérisent les casinos. Les partis d'opposition continuent de faire valoir les recettes prévues, les emplois créés et les répercussions des casinos sur les citoyens de la province; toutefois, on a commencé à construire un immeuble temporaire qui ouvrira ses portes à Halifax d'ici juin 1995. Une installation permanente sera construite pour 1998.

Dans l'ensemble, l'industrie touristique a fait état d'une légère croissance jusqu'à maintenant, cette

année, par rapport à la saison 1993; au 31 octobre, hausse de 2 % des visiteurs venus par la route ou par traversier, hausse de 9 % du nombre des véhicules récréatifs et hausse de 2 % au niveau des chambres louées. À la fin de l'année, les hôtels signalaient un taux d'occupation de 65 % (contre 64 % l'année précédente).

Les rénovations, les améliorations et les agrandissements que compte apporter l'industrie touristique découlent de la tenue du Sommet économique des ministres du G-7 qui doit avoir lieu à Halifax en juin 1995. Un fonds de capital de 4,3 millions de dollars permettra d'apporter des améliorations au centre-ville de Halifax avant la tenue du Sommet. Parmi les autres préparatifs, mentionnons la démolition, au coût d'un million de dollars, d'un hôtel inachevé à l'aéroport et la construction, sur la route 102, d'un nouvel *Holiday Inn Express* de 100 chambres.

En 1995, la Nouvelle-Écosse sera également le point de mire en raison de la tenue du *Labatt Brier*, du 4 au 12 mars, et de *Rendez-Vous Canada*, qui aura lieu du 7 au 10 mai.

Ressources

La diversification et la collaboration semblent constituer la clé de la survie de l'industrie de la pêche. La diversification des entreprises de pêche aux coquillages va améliorer les perspectives d'avenir de l'industrie, mais les habitants des petits villages ressentent encore les effets de changements réels. En fait, le ministère des Pêches et Océans (MPO) se retire du secteur de la pêche en eau douce et se départit des quais, de sorte que les entreprises devront payer pour obtenir les services que le MPO leur fournissait jusqu'à maintenant.

Les responsables de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique sont submergés de demandes depuis l'annonce récente portant que de nouvelles réductions seront apportées aux quotas de pêche. Le 27 octobre, 8 300 demandes étaient parvenues de pêcheurs de la Nouvelle-Écosse; c'était presque le double des prévisions initiales de 4 400 avancées par Ottawa et 2 300 de plus que les secondes prévisions. À cause de l'imminence de la date limite de mars 1995 pour le dépôt des demandes et de la perspective de nouvelles réductions des quotas en 1995, il faudra peut-être rajuster la portée du programme quinquennal de 1,9 milliard de dollars.

L'*Atlantic Coast Scallop Fisherman's Association* intente actuellement des poursuites contre le MPO fédéral pour obtenir des droits de pêche à la pétoncle dans un des bancs les plus riches en pétoncles au monde. Les petits pêcheurs de pétoncles estiment qu'ils ont un droit constitutionnel d'exercer leur métier dans ce banc de pétoncles situé dans la Baie de Fundy et qu'ils doivent avoir préséance sur des entreprises comme *National Sea Products* et *Clearwater Fine Foods*, qui bénéficient de droits exclusifs de pêcher les pétoncles dans ce banc depuis qu'une décision a été prise à cet effet en 1986. Les stocks de pétoncles de la Baie de Fundy sont donc en danger; ces stocks constituent un des derniers secteurs de pêche encore prospères sur la côte Est.

Les projets de recherche **aquicole** en cours devraient permettre d'améliorer les prises, tant pour le poisson que pour les coquillages. En 1994, le *Nova Scotia Aquaculture Development Committee* a étudié 80 demandes et 20 projets de financement. Certains projets de recherche, comme celui de l'élevage de l'huître européenne, offrent de bonnes possibilités commerciales. D'autres projets de recherche pourraient permettre d'accroître les prises de manière à répondre à la demande locale et internationale.

Les usines locales de transformation du poisson ont également commencé à importer des matières premières de l'étranger; leurs produits à valeur ajoutée sont ensuite revendus au niveau local et sur le marché international.

Les producteurs de bois d'oeuvre signalent que la production a progressé de 20 % dans la région par rapport à 1993. Les prix et les taux de change continuent de varier, mais les producteurs locaux sont satisfaits des volumes qu'ils produisent actuellement et des taux de rendement FAB des usines. Les entreprises de coupe ne cessent de moderniser et de réviser leurs usines. Les usines de papier-journal de la Nouvelle-Écosse fonctionnent à pleine capacité, contrairement à 1993, alors que des fermetures étaient imminentes. Des projets de formation de l'industrie portant sur la qualité des produits de certaines usines sont en voie de réalisation.

La procédure de consultation entre le Canada et les États-Unis sur la question des forêts, annoncée le 15 décembre 1994, suscite quelques inquiétudes. Même si le *Maritime Lumber Bureau* a décidé d'y

prendre part, la liste des sujets à discuter ne fait pas l'unanimité.

Le Programme coopératif d'expansion des marchés outre-mer (COMDP) a été abrogé le 31 décembre 1994. Les membres du *Maritime Lumber Bureau* ont été invités à exercer des pressions sur les députés de leurs circonscriptions pour qu'ils appuient le Programme.



NOUVEAU-BRUNSWICK RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

L'économie du Nouveau-Brunswick profite encore des retombées de la bonne performance, en matière d'exportations, de ses principaux secteurs-ressources que sont les produits forestiers, la pêche des crustacés et coquillages, les mines et le tourisme. À cause de cela et grâce aux efforts exceptionnels de création d'emplois de

l'administration McKenna, en particulier dans le domaine des centres de télémarketing et de conférences téléphoniques, l'économie a connu une croissance vigoureuse en 1994 et elle devrait enregistrer des résultats similaires en 1995.

Même si les exportateurs ont été avantagés par la baisse du dollar canadien, les taux d'intérêt qui sont élevés actuellement et dont

la hausse devrait se poursuivre ont nui aux investissements. En fait, les entreprises de la province qu'avantagent les exportations pourraient constituer le meilleur espoir d'un regain de l'activité des entreprises au chapitre de l'investissement.

Il est peu probable que les dépenses des consommateurs n'augmentent, étant donné les taux d'intérêt élevés, l'absence de hausses des salaires, la hausse des prix à l'importation, les préoccupations persistantes au chapitre de la sécurité d'emploi et l'opinion assez répandue voulant que le prochain budget fédéral sera (nécessairement) dur pour tous.

INDICATEURS

La bonne performance au chapitre des exportations apparaît dans les hausses annuelles enregistrées par les expéditions de produits manufacturés (9 %) et par la production de pâte de bois (15,1 %) de janvier à novembre 1994 et par les exportations elles-mêmes (17,4 %) et par la production des scieries (5,2 %) de janvier à octobre 1994.



Les données sur les ventes au détail durant la période allant de janvier à novembre dénotent d'une baisse de 0,3 % des dépenses des consommateurs en 1994, par rapport à la même période en 1993. Parallèlement, le nombre des véhicules à moteur neufs achetés a diminué de 1,3 % en 1994.

Pour ce qui est du logement, l'analyste principal de la SCHL a signalé que le nombre de maisons à logements multiples construites en 1994 a diminué de 43 % par rapport à 1993 et que le nombre de maisons unifamiliales construites a diminué légèrement, soit de 1,5 %. L'activité a diminué un peu sur le marché de la revente parce que les taux hypothécaires ont augmenté durant l'année.

Le marché urbain le plus fébrile est encore celui de la ville de Moncton où le nombre de maisons unifamiliales construites a augmenté de quelque 27 %. À Saint John, le marché a régressé en raison de l'incertitude au sujet de l'avenir des 3 500 employés des chantiers maritimes de Saint John et des 400 employés de la raffinerie de sucre Lantic (à cause de l'imposition de droits de douane sur les importations de sucre des

même qu'à cause de la grève qui perdure à la raffinerie de pétrole de la société Irving.

À cause de la baisse du dollar canadien, beaucoup moins de gens se rendent aux États-Unis pour y faire des achats. En novembre 1991, lorsque le dollar canadien valait 0,88 \$ US, on a calculé que 794 464 Canadiens sont revenus au Canada par le Nouveau-Brunswick. En novembre 1994, lorsque le dollar valait 0,73 \$ US, 424 350 Canadiens sont revenus au Canada en empruntant les postes frontières du Nouveau-Brunswick.

Malheureusement, la baisse du dollar canadien aura un effet néfaste sur le cinquième à peu près de la dette de la province dont les créanciers sont des étrangers et rendra encore plus difficile pour le gouvernement d'équilibrer son budget en 1995-1996, même si la province s'approche résolument de son objectif d'élimination de son déficit de fonctionnement, grâce, en grande partie, au fait qu'elle ait vu assez tôt (en 1989-1990) qu'elle se dirigeait vers un désastre financier et grâce aux efforts déployés par le premier ministre pour attirer au Nouveau-Brunswick les industries de la « nouvelle économie ».

D'après des données corrigées pour tenir compte des variations saisonnières, la population active avait augmenté de 4,2 % en décembre 1994 et le nombre des travailleurs, de 7,6 %, par rapport au même mois en 1993, tandis que le nombre des chômeurs avait diminué de 10 %. Le taux de chômage désaisonnalisé de la province a diminué de 13,4 % en janvier 1994 à 13,1 % en janvier 1995.

De janvier à novembre, les faillites commerciales ont augmenté légèrement (de 2,7 %) par rapport à la même période en 1993. Le secteur du commerce de détail représentait près d'un quart de cette hausse (24 %); venaient ensuite l'industrie de la construction (16 %) et l'industrie des transports et de l'entrepôt (9 %). Cinq pour cent des faillites commerciales sont survenues dans le secteur de la fabrication. Par contre, le nombre d'entreprises (à but lucratif) créées a augmenté de 16,4 % d'avril à novembre 1994 par rapport à la même période en 1993.

La *Saint John Port Corporation* a déclaré que 1994 a été une année record, les volumes expédiés étant en hausse de 8 % par rapport à 1993. Cette hausse importante des volumes était principalement attribuable aux expéditions accrues de pétrole et de potasse. La venue de bateaux de croisière, qui ont

emmené 5 000 passagers à Saint John en 1992, 12 000 en 1993 et 23 600 en 1994, aurait eu des retombées économiques d'un million de dollars sur la ville.

D'après des données préliminaires, l'année 1994 a été exceptionnelle pour l'industrie touristique de la province. Les recettes auraient atteint le niveau sans précédent de 676 millions de dollars, en hausse de 10 % par rapport à 1993.

CLIMAT

Dans son sondage omnibus du quatrième trimestre de 1994, la société *Corporate Research Associates Inc.* rapportait que la confiance des consommateurs, bien que légèrement en baisse par rapport à son plafond de cinq ans enregistré durant le troisième trimestre de 1994, a atteint un niveau inégalé dans les autres provinces de l'Atlantique. Les bons résultats du premier ministre McKenna au chapitre de la création d'emplois et de la gestion financière sont grandement responsables du niveau élevé enregistré par l'indice de la confiance des consommateurs. Les résultats d'autres sondages montrent également que les gens appuient la direction prise par le gouvernement de la province et l'avant-gardisme du premier ministre McKenna. Actuellement, plus de deux Néo-brunswickois sur trois « sont très satisfaits (14 %) ou assez satisfaits (55 %) de la performance générale du gouvernement ».

Des cadres des banques locales signalent que les opérations hypothécaires et les prêts à la consommation sont restés stables au cours des quatre derniers mois. D'après eux, deux facteurs expliquent cette tendance. Premièrement, de nombreux consommateurs ont tout simplement reporté leurs achats à plus tard en raison de la hausse des taux d'intérêt. Deuxièmement, le budget fédéral crée beaucoup d'incertitude, ce qui incite à une très grande prudence de nombreux fonctionnaires qui occupent bon nombre des emplois les mieux rémunérés.

Les directeurs de banques ajoutent que les consommateurs s'attendent à ce que les taux élevés plafonnent et qu'ils se mettent à diminuer à l'été. En plus des achats de maisons, les taux élevés ont des répercussions majeures sur les ventes d'automobiles. En fait, d'après ces directeurs, « les consommateurs accordent plus d'attention à des paiements mensuels abordables qu'au prix de l'automobile ». En conséquence, un léger

mouvement à la hausse peut faire toute la différence entre vendre et ne pas vendre une automobile. Durant le premier trimestre de 1995, cette tendance devrait se maintenir, alors que de nombreux consommateurs paient actuellement les dettes contractées durant la période des fêtes.

En 1995, au chapitre de l'investissement des entreprises, la majeure partie de l'activité devrait venir des exportateurs qui font de bonnes affaires. La grande région de Moncton est encore l'endroit de la province où l'activité économique est la plus fébrile. Plusieurs projets importants ont été annoncés, y compris un nouveau centre commercial d'envergure, des projets d'agrandissement de centres commerciaux, des rénovations et l'agrandissement du centre des congrès rattaché au plus gros hôtel de la province et un nouveau complexe centré sur l'hôtel de ville, sans compter les annonces récentes de création d'emplois faites par UPS (500 emplois) et par le système de réservations mondiales du Canadien Pacifique (75 emplois).

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication : La production ne cesse d'augmenter dans le secteur de la fabrication de la province, principalement de la part des entreprises des segments des pâtes et papiers, des mines et de la transformation alimentaire. Dans le segment du travail des métaux, les entreprises profitent des retombées d'un regain de la production basée sur les ressources de même que de l'activité liée au projet de pont. La division néo-brunswickoise de l'Association des manufacturiers canadiens (AMC) a lancé un programme d'information dans le but, d'après son vice-président, M. Gerald Cluney, « d'informer les politiciens de l'effet néfaste de la hausse de l'impôt sur les sociétés ». Les membres de l'AMC craignent que le budget soit trop dur, ce qui ferait baisser la production et l'investissement dans la province, dont l'économie a fait des progrès.

Dans le secteur des matières plastiques, les entreprises ne cessent de déplorer la pénurie de techniciens compétents au sein de leur industrie. Un projet de centre de formation qui permettrait de corriger la situation devrait être soumis durant le premier trimestre de 1995.

Services : Avec la collaboration des **ingénieurs-conseils** du Nouveau-Brunswick, un sondage a été fait auprès de leur association. Le

sondage permettra à Industrie Canada de mettre au point un plan d'entreprise stratégique favorisant la compétitivité future de ce secteur d'activité.

Le secteur de l'**éducation et de la formation commerciales** fait également l'objet d'un sondage visant à dresser un profil de l'industrie -- ses éléments, sa situation actuelle, sa conjoncture concurrentielle extérieure, ses difficultés, ses points forts et ses points faibles, les débouchés sur le marché et des recommandations quant aux rôles que pourraient jouer l'industrie et le gouvernement au niveau de l'examen du secteur. Le sondage, mené dans l'ensemble des provinces de l'Atlantique, constituera un excellent moyen de préparer une stratégie pour le secteur.

La *New Brunswick Training Industry Inc.*, composée de 38 membres (comprenant surtout des entreprises privées et certains sociétés d'État de la province comme NB Power et NBTEL de même que certains collègues communautaires), a été créée; elle a pour mandat de promouvoir et de mettre en marché les produits, les services et les compétences de la province et de favoriser et de faciliter la création de réseaux d'entreprises.

Le secteur de la **construction** compte sur les projets lancés dans le secteur privé « simplement pour rester en activité », vu que le gouvernement a réduit de façon marquée les sommes qu'il consacre aux projets d'immobilisations. Le projet de pont a permis de créer des emplois dans ce secteur (quelque 2 000 emplois devraient avoir été créés d'ici l'été 1995), mais très peu d'entrepreneurs de la province sont directement associés au projet. Au chapitre de la construction routière, les sous-traitants envisagent une autre année durant laquelle les contrats seront assez nombreux, vu que le gouvernement a annoncé, pour 1995, des dépenses de 209 millions de dollars pour le projet de la Route transcanadienne.

La performance record de l'**industrie touristique** de la province en 1994 est attribuable à de nombreux facteurs, mais on croit généralement que la stratégie intégrée de commercialisation de la province est le facteur qui a le plus contribué à cette performance. Le nombre des Québécois qui ont visité le Nouveau-Brunswick a augmenté de 16 % en 1994; venaient ensuite l'Ontario (14 %) et les autres provinces de l'Atlantique (4 %). Bien que le nombre de touristes américains n'a pas atteint les niveaux prévus en raison de la faiblesse du dollar canadien et de la vigueur des efforts de

commercialisation des provinces de l'Atlantique, ceux qui sont venus au Nouveau-Brunswick y sont restés plus longtemps (le nombre de chambres louées a augmenté de 3 %).

L'industrie voit 1995 avec beaucoup d'optimisme. La faible valeur du dollar canadien, les stratégies de mise en marché de la province et de l'association touristique des provinces de l'Atlantique, la création de la Commission canadienne du tourisme et les fonds supplémentaires consacrés à la promotion du tourisme sont tous des éléments qui contribuent aux attentes élevées de l'industrie quant au maintien de la croissance en 1995.

Ressources : En raison de la reprise en Europe et des signes d'une croissance renouvelée au Japon, les importations livrent une concurrence moins vive dans le secteur des **pâtes et papiers**, ce qui signifie que l'industrie va amorcer une autre remontée cyclique. La quasi-totalité des usines fonctionnent à pleine capacité et tirent profit de prix qui augmentent au rythme le plus rapide jamais vu par l'industrie. En raison de ces conditions avantageuses, l'usine de Nackawic, qui est située dans la province, envisage actuellement un investissement qui pourrait lui permettre de doubler ou de tripler sa production de pâte de bois de feuillu.

Les promoteurs du projet ALCELL de 400 millions de dollars, prévu pour le village d'Atholville, dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, doivent régler un problème lié à l'environnement soulevé par le gouvernement des premières nations micmac de Restigouche, avant l'amorce du projet au printemps.

Un plan stratégique global regroupant toutes les provinces de l'Atlantique a été mis en place pour le secteur des ressources. Parmi les projets envisagés actuellement, mentionnons un centre régional de désencrage, une étude de faisabilité concernant une usine de fabrication d'éthanol et des études liées aux principaux sous-produits du procédé ALCELL, soit la lignine, le furfural et l'acide acétique.

D'après le président du *Wood Products Group* du Nouveau-Brunswick, « dans leurs plans de dépenses d'immobilisations de 1995-1996, la grande majorité des usines primaires de bois de sciage de la province manifestent l'intention de se diversifier et d'accéder au secteur des produits à valeur ajoutée ». C'est ce que les agents du secteur

d'Industrie Canada ont toujours demandé à toutes les industries dont les activités sont basées sur les ressources. Les producteurs de bois d'oeuvre ayant fait de bons profits ces derniers mois, il se pourrait que l'industrie soit maintenant déterminée à donner suite à ces intentions.

La demande est si forte pour les produits du bois que les prix des espèces sous-utilisées ont grimpé à mesure que les usines de transformation sont passées à d'autres sources de bois non traditionnel au niveau de leurs procédés de fabrication. Les usines manquent même de déchets de bois, alors qu'elles deviennent plus efficaces; d'autres usines se sont dotées de séchoirs (alimentés par des copeaux à brûler ou par des déchets de bois) et d'autres encore cherchent à transformer leurs résidus de bois en produits à valeur ajoutée.

Technologie de pointe : Parmi les 40 fabricants de produits électroniques et électriques que compte la province, selon les estimations, à peu près treize, qui emploient 450 personnes et dont les ventes dépassent 65 millions de dollars, sont des exportateurs importants. Les ventes d'un certain nombre de ces entreprises exportatrices croissent de 30 % par an. Lorsque la société *Com Dev Atlantic* s'est installée à Moncton en 1989, elle a acheté toutes ses fournitures à l'extérieur de la province. Aujourd'hui, elle achète 95 % de ses matières premières dans les provinces de l'Atlantique et principalement au Nouveau-Brunswick. La société nous informe qu'elle cherche à percer des marchés dans le secteur non spatial, notamment en fabriquant des composantes de télécommunications et en accédant, pour d'autres clients, à la production en série de cartes de circuits miniatures haut de gamme montées en surface.

Une étude de faisabilité est proposée pour la fabrication d'enceintes de plastique et de cartes de circuits, pour le bourrage des cartes de circuits et pour la production de circuits montés en surface. Il faut abaisser les coûts unitaires de ces composants pour que les entreprises du Nouveau-Brunswick puissent rester compétitives sur les marchés mondiaux.

Le Nouveau-Brunswick a fait appel avec succès à la **technologie de l'information** pour diversifier et faire croître son économie. La province vient de lancer une Alliance de la technologie de l'information. L'Alliance, dont les 60 membres fondateurs représentent un vaste assortiment de producteurs et de fournisseurs de produits et de

services liés à la technologie de l'information, a l'intention d'axer ses activités sur les besoins de l'industrie. Elle s'est donné pour mandat de base de faciliter, à l'échelle mondiale, les activités de mise en marché et la compétitivité de l'industrie de la technologie de l'information du Nouveau-Brunswick.

OBSERVATIONS

« Je suis certain que les banques de l'Ontario comprennent beaucoup mieux les activités du secteur manufacturier » (un petit fabricant d'ascenseurs du Nouveau-Brunswick). Faisant allusion aux efforts déployés en vain pour obtenir, auprès des banques locales, les fonds nécessaires pour son entreprise, malgré son dossier reluisant et les commandes déjà reçues des États-Unis, ce fabricant prétend que les directeurs des banques locales et mêmes régionales « sont des gestionnaires qui ont peu d'expérience des activités manufacturières ».

D'après des sources bien informées, même si la société de service aérien régional, *Air Atlantic*, est parvenue à éviter l'insolvabilité financière pour le moment, les perspectives ne sont pas reluisantes à moyen et à long terme. Premièrement, le marché de la région de l'Atlantique est peut-être trop petit pour faire vivre deux sociétés aériennes régionales. Dans l'ensemble, le revenu réel a chuté dans la région, tandis que le gouvernement fédéral et la province, en raison de compressions budgétaires, ont réduit les déplacements des fonctionnaires qu'ils autorisent, ce qui a placé le transport aérien dans un étau, coincé entre les coûts et les prix. Deuxièmement, si l'économie de la région de l'Atlantique ne peut faire vivre qu'une société aérienne, alors l'État devrait, pour ce moyen de transport, revoir la politique de concurrence qu'il applique dans la région.

Curtis Brown, président de la Chambre de commerce de Woodstock, parlant de la possibilité d'inciter plus d'Américains à faire leurs emplettes du côté canadien de la frontière : « C'est incroyable de voir jusqu'à quel point les habitants de Houlton et de la région environnante sont mal informés de ce qu'ils peuvent trouver à Woodstock. Ils ne savent même pas ce qu'est un magasin Canadian Tire. C'est à nous de leur faire savoir ce qui s'y trouve. »

En mars 1992, un nombre sans précédent de 59 000 personnes ont reçu des prestations d'assurance-chômage. D'après des articles parus récemment dans les journaux, le niveau le plus bas des 12 dernières années a été atteint en novembre 1994 lorsque 49 520 personnes ont déclaré être des prestataires de l'assurance-chômage. Ce chiffre semble signifier qu'il y a eu une amélioration, mais, dans les faits, les données utilisées pour le calculer ne sont plus les mêmes maintenant qu'a été prolongée la période donnant droit à des prestations. Donc, le meilleur critère à utiliser pour évaluer les progrès réalisés au chapitre de la création d'emplois pourrait être le ratio de l'emploi à la population qui, lui, s'est amélioré légèrement.



MANITOBA

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

L'économie léthargique du Manitoba sort du marasme. Dans sa dernière analyse, le *Conference Board* du Canada prédit qu'au Manitoba, l'économie va croître plus rapidement que la moyenne nationale, en raison principalement d'une année exceptionnelle dans le secteur agricole.

Parallèlement, les institutions bancaires s'attendent à ce que l'économie du Manitoba connaisse une croissance de l'ordre de 3,5 à 3,8 % à cause de la hausse des prix des marchandises, d'une année exceptionnelle dans le secteur agricole, d'investissements encore à la hausse de la part des entreprises et d'une augmentation des livraisons de produits manufacturés vers les États-Unis.

D'après le ministre des Finances du Manitoba, Eric Stefanson, le gouvernement devrait atteindre son objectif d'un déficit probable de 296 millions de dollars, mais, vu qu'une élection est prévue pour le printemps, certains pensent que le gouvernement va pouvoir déposer un budget équilibré, à cause des recettes de jeu records et de la hausse récente des transferts fédéraux.

INDICATEURS

Durant le quatrième trimestre, les ventes au détail ont augmenté de 4,3 % par rapport à la même période en 1993. Même si la hausse est inférieure à la moyenne nationale (6,6 %), elle reflète la première remontée véritable des dépenses de la part des consommateurs du Manitoba, depuis bien avant la récession.

D'après les données sur l'insolvabilité au Manitoba, il y a eu 43 faillites commerciales et 576 faillites personnelles dans la province durant le quatrième trimestre, soit à peu près le même nombre que durant la même période en 1993. Dans l'ensemble, en 1994, il y a eu 2 477 manquements à des obligations financières, en baisse de 14,2 % par rapport à 1993. De ce nombre, seulement 225 (9,1 %) concernaient des entreprises.

En 1994, 44 168 nouvelles entreprises ont été créées au Manitoba, en hausse de 1,4 % par rapport à 1993 et de 3,9 % par rapport à 1990. Durant l'exercice 1993-1994, le nombre de nouvelles entreprises enregistrées a progressé de 18,3 % par rapport à l'exercice 1992-1993.

Par rapport aux autres provinces, le Manitoba a connu, en novembre, le second plus important taux d'activité (66,8 %) et le troisième plus bas taux de chômage (8,1 %). Sur une base annuelle, le taux de chômage a régressé de 14,6 % et l'emploi a progressé de 1,4 %.

Depuis septembre, l'emploi s'est accru de 10 000, le taux d'activité est passé de 66,3 à 66,8 %, et le taux de chômage a diminué de 9,1 à 8,1 %.

Durant le quatrième trimestre, les services, les transports, le secteur primaire et le secteur de la fabrication ont enregistré des gains importants au chapitre de l'emploi. Des baisses majeures sont à signaler dans les secteurs de l'administration publique et des finances.

En 1994, les exportations ont augmenté de 33 % par rapport à 1993. Une partie importante de cette



hausse est attribuable à l'augmentation des exportations de marchandises (grains, nickel et cuivre), mais les exportations ont également augmenté dans les secteurs de la machinerie (machines agricoles et matériel de transport), de la fabrication de produits en métal et de l'ameublement et du bois.

CLIMAT

Même si les gens d'affaires du Manitoba ont fait preuve d'une attitude très positive au cours des 12 derniers mois, les consommateurs de la province semblent à peine commencer à reprendre vie. D'après un sondage récent, les consommateurs laissent de côté le pessimisme qui les caractérise depuis longtemps et ils voient leur situation financière avec plus d'optimisme.

De nombreux détaillants, en particulier dans les régions rurales, ont signalé que la période des fêtes de 1994 a été l'une des meilleures des dernières années au niveau des ventes. Ils s'attendaient à ce que ces ventes soient plus élevées de 8 % par rapport à la période des fêtes de l'an dernier.

L'horizon est brouillé du fait que les gens sont préoccupés par la hausse des taux d'intérêt et la dette de plus en plus importante du Canada et que le ministre des Finances Paul Martin a laissé planer la possibilité d'une hausse des impôts dans le but de réduire le déficit fédéral.

Par contre, la baisse du dollar CAN a rendu très en demande les produits canadiens aux États-Unis. En outre, pour la première fois depuis des années, on assiste à un flux inverse des acheteurs qui franchissent la frontière. À ce jour, 17 % moins de Canadiens qu'en 1993 ont traversé la frontière pour se rendre aux États-Unis.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

En raison de la demande forte aux États-Unis, les livraisons de produits manufacturés ont progressé de 11,2 % en 1994. À cause de cela, au quatrième trimestre, l'emploi avait augmenté de 35,4 % dans le secteur de la fabrication depuis la récession. D'après Statistique Canada, le nombre d'emplois n'a jamais été aussi élevé en 13 ans dans le secteur manufacturier.

Agriculture

Une récolte record de canola, une demande mondiale de plus en plus grande relative au canola et une moisson de grande qualité ont propulsé le secteur agricole et ont alimenté la croissance dans la province. La récolte record de canola est arrivé à point nommé : les récoltes ont été dévastées par la sécheresse en Chine et en Australie, la consommation d'huile de canola augmente en flèche en Chine, la demande reste élevée au Japon et aux États-Unis et les marchés européen et mexicain commencent à s'ouvrir aux importations de canola.

Les prix et les rendements élevés ont fait grimper les revenus des agriculteurs au-delà du niveau de 18 milliards de dollars. Les saisies ont diminué, les ventes de machines agricoles sont florissantes et le coût des programmes de soutien a diminué de 39 %.

Produits pharmaceutiques

La croissance demeure forte dans l'industrie des produits pharmaceutiques, comme le montre un sondage fait récemment auprès des principales entreprises de cette industrie au Manitoba.

| Indicateur | 1992 | 1994 | Variation |
|---|------|-------|-----------|
| Nbre d'entreprises | 11 | 15 | |
| Recettes (en millions de dollars) | 91,0 | 188,0 | 107 % |
| Valeur des exportations (en millions de \$) | 47,4 | 97,9 | 106 % |
| Investissements (en millions de \$) | - | 187,8 | |
| Emploi | 490 | 706 | 44,1 % |

Même si les entreprises vont se lancer, au cours des 2 ou 3 prochaines années, dans des plans d'agrandissement des usines et d'accroissement des effectifs, les directeurs généraux désirent avant tout recruter une main-d'oeuvre qualifiée. On craint que la pénurie actuelle de travailleurs compétents empire après l'ouverture du nouveau laboratoire de virologie en 1997, qui rendra les techniciens expérimentés beaucoup plus en demande et qui permettra de mieux les rémunérer. Les entreprises

se sont également dites préoccupées par le fardeau que leur impose la réglementation et par l'à-propos de l'approbation des produits et des installations par rapport à la mise en marché de leurs produits.

Tourisme

C'est encore au Manitoba que le nombre de visiteurs internationaux croît le plus rapidement au Canada. À ce jour, le nombre de visiteurs américains a augmenté de 10,3 % et celui des visiteurs d'autres pays a progressé de 32,2 %, contre 4,3 % et 10,6 %, respectivement, pour l'ensemble du pays. Les taux d'occupation des établissements d'hébergement ont également surpassé ceux de 1993 de 4,6 %.

En raison d'efforts collectifs toujours vigoureux au chapitre de la commercialisation, de la faiblesse du dollar canadien et d'une forte croissance de l'économie du nord et du centre des États-Unis, on croit fermement que ces tendances vont se maintenir.

Ameublement et transformation du bois

Après avoir connu une année très prospère en 1994, les entreprises amorcent 1995 avec des carnets de commandes bien remplis. En fait, une capacité de production insuffisante force certaines entreprises à refuser des commandes. La croissance dépend totalement des exportations; un marché canadien apathique a incité des entreprises à percer de nouveaux marchés, notamment aux États-Unis et outre-mer.

Les entreprises investissent massivement dans de nouvelles immobilisations et dans l'acquisition de connaissances (c.-à-d. la formation). Des cadres signalent que le problème le plus grave vient de la pénurie de techniciens compétents, en particulier d'ingénieurs et de techniciens spécialistes des produits du bois et capables de bien se servir des nouvelles technologies manufacturières. Les entreprises tentent de faire venir des spécialistes de l'Europe, mais les politiques d'immigration entravent leurs projets. Comme solution à long terme à leurs problèmes, les entreprises envisagent de recourir au programme national d'éducation.

Nord du Manitoba

Pour une bonne part, l'état de l'économie du nord du Manitoba dépend des succès que connaît le secteur des minéraux. Récemment, la situation s'est améliorée dans le Nord, comme en attestent l'activité record au chapitre de l'exploration minière en 1994 et le fait qu'*Inco Limited*, contrairement à ses habitudes, ait gardé ses mines ouvertes durant la période des fêtes.

L'intérêt de plus en plus suscité par l'écotourisme à l'échelle mondiale a des retombées positives sur les villes du Nord, comme Churchill. Le Japon et l'Europe font partie des nouveaux marchés que le Manitoba cible pour alimenter l'écotourisme dans le Nord.

La ville de Churchill attend également de connaître ce qui se dégagera des travaux d'un groupe d'étude fédéral-provincial chargé d'examiner la viabilité de la collectivité, en ce qui concerne son statut de port de mer, de centre ferroviaire et de centre aérospatial. Le groupe d'étude a recommandé au ministre Axworthy que le gouvernement s'engage à agrandir et à préserver les installations ferroviaires et portuaires. Le Programme spatial canadien est étroitement associé à l'amélioration de ces installations. *Akjuit Aerospace Inc.* projette d'investir 250 millions de dollars à Churchill pour y construire une aire de lancement de satellites à orbite basse.

OBSERVATIONS

Un signe positif des temps

Jonas Sammons, directeur général de la division manitobaine de l'Association des manufacturiers canadiens, commentant le secteur manufacturier de la province : « Nos gens sont très occupés. Nous savons qu'ils le sont parce qu'il est impossible de les faire venir aux réunions ».

Des biceps d'acier

D'après un éditorial paru dans le *Winnipeg Free Press*, les machines à sou du Manitoba commencent à avoir des biceps d'acier, comme en fait foi l'annonce selon laquelle les recettes de jeu ont augmenté d'un pourcentage époustouffant de 43 %. Avec des recettes de 210 millions de dollars l'an dernier, le jeu est devenu la cinquième plus importante source de revenu de la province.



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

L'économie locale demeure vigoureuse sous l'impulsion de l'industrie de la pomme de terre, combinée aux exportations de homard et du tourisme. L'emploi, surtout dans le secteur des produits d'exportation, a augmenté de 3 % environ durant l'année. Les ventes au détail n'ont pas repris entièrement; cela semble dû au fait que le public est encore préoccupé par l'emploi, les niveaux des gains et, probablement, par l'effet de la réduction des sommes affectées aux programmes sociaux par le gouvernement fédéral.

INDICATEURS

La consommation d'énergie électrique continue de s'accroître à un taux annuel de 3 à 4 %, en raison de la croissance au sein de l'industrie (axée surtout sur les exportations) dans le secteur de la transformation des aliments, du projet de construction du pont et d'une hausse nominale (de 2 %) sur le marché de l'immobilier. Une croissance légèrement inférieure est prévue pour l'année qui vient.

Durant l'année 1994, la demande relative aux services d'accès d'*Island Telephone Limited* a progressé de plus de 6 %. Cette hausse était attribuable au développement industriel et à la création de nouvelles entreprises, suite au projet de pont. Une croissance du même ordre est attendue en 1995.

D'après le quotidien *The Guardian*, les ventes locales au niveau de la publicité en 1994 laissaient entendre que l'économie a connu une croissance régulière, même si, vers la fin de l'année, l'activité

est devenue plus sporadique. Aucune tendance ne s'est manifestée depuis; les ventes fluctuent de façon imprévisible de jour en jour. L'économie de l'Île semble incertaine.

D'après des données de Statistique Canada, les traitements et les salaires n'ont que peu progressé. Cette (quasi) stagnation est reflétée dans les ventes au détail qui ont augmenté en septembre 1994 par rapport à septembre 1993, mais qui, depuis quelque temps, affichent une tendance à la baisse d'un mois à l'autre.



La SCHL signale qu'en 1994, le nombre des mises en chantier a atteint 669. La Société estime que l'activité va diminuer en 1995, environ 550 unités d'habitation devant être construites. À la fin de 1994, l'activité était faible dans le secteur de la revente; la hausse des

taux d'intérêt porte à croire que ce marché ne récupérera pas dans un avenir rapproché. Le seul projet industriel annoncé jusqu'à maintenant est l'agrandissement des installations de McCains à Borden. Pour une bonne part, les effets du projet de pont se sont déjà fait sentir. En conséquence, la construction industrielle ne devrait avoir aucun effet majeur sur la croissance économique cette année.

D'après Développement des ressources humaines Canada, la population active, l'emploi et le taux d'activité sont trois indicateurs qui ont augmenté durant l'année; la province compte environ 3 000 travailleurs de plus qu'en décembre 1993 et le taux de chômage (saisonnalisé) a diminué à 15 %.

Les prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale ont diminué et demeurent en-deçà des plafonds atteints récemment.

L'inflation causée par les prix des produits de consommation s'est stabilisée, mais la disparition, en fin d'année, de l'effet de l'élimination des taxes sur le tabac et la hausse des taux d'intérêt et des coûts des matières premières feront grimper le taux d'inflation en 1995, qui sera probablement de l'ordre de 2 %.

Le *Conference Board* du Canada prévoit une croissance réelle du PIB de 3,0 et de 2,2 % en 1995 et en 1996, respectivement. Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique s'attend à une croissance de 3,2 % en 1995.

CLIMAT

Les gens de la province sont prudents, mais positifs. Les grands secteurs qui influent sur l'économie se sont bien comportés. Le projet de construction du pont fait de bons progrès. Les secteurs de la pêche, de l'agriculture et du tourisme ont connu de bonnes saisons. Les retombées de la récession sont pratiquement chose du passé; l'économie a appris à composer avec les effets majeurs des réductions salariales et des compressions budgétaires du gouvernement et avec les diminutions des effectifs. Même la fermeture récente de nombreux détaillants marginaux et d'entreprises de service de moindre importance profitera aux entreprises qui ont survécu, alors que les clients vont transférer leurs affaires et renforceront et stabiliseront par le fait même la source d'achalandage du secteur. Les gens sont encore préoccupés par les répercussions de la restructuration anticipée du gouvernement fédéral et par ses effets sur les programmes sociaux et les paiements de transfert.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication : Dans ce secteur, l'emploi continue de progresser et il y a augmentation de l'investissement dans les installations, ce qui contribue à maintenir les ventes à la hausse, y compris les ventes d'exportation qui ont augmenté de quelque 17 % (de plus de 18 %, dans le cas des exportations destinées aux États-Unis). Cet essor a eu comme moteur les aliments, les produits du bois et l'équipement. Le secteur fait preuve d'optimisme après une année durant laquelle les ventes ont

augmenté et durant laquelle, de façon générale, les entreprises se sont remises à faire des profits. Le fait que le dollar canadien continue de perdre de la valeur devrait maintenir les exportations à la hausse.

Ressources : La pêche a cessé pour l'hiver. Il n'existe actuellement aucune donnée sur les prises, mais l'on croit de façon générale que ces dernières ont diminué pour presque toutes les espèces. Par contre, les ventes sont en hausse. Les prises de poissons de fond ont beaucoup diminué et aucune reprise n'est en vue. Les prises de poissons bivalves sont restées stables, et la culture et la vente de moules a enregistré une certaine croissance, qui va se poursuivre. La pêche des crustacés et coquillages, en dépit de prises réduites, a enregistré des ventes et des profits plus élevés parce que ce secteur a pu transférer aux consommateurs des hausses majeures des coûts liés à la pêche au homard, tout en réduisant ses stocks au minimum. Une surcapacité (récolte et transformation), le manque d'innovation et la faible productivité des usines constituent encore des menaces pour la viabilité à long terme de cette industrie de l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans le secteur agricole, la pomme de terre occupe la première place dans l'Île; environ 92 000 acres ont été ensemencés et la récolte a atteint des rendements moyens de 235 quintaux l'acre (légèrement en baisse à cause du manque d'humidité dans le sol). La qualité est excellente, comme en font foi les grandes quantités de pommes de terre de consommation vendues aux États-Unis à des prix beaucoup plus élevés que les prix exigés par les producteurs du Maine (récemment, de petits sacs de pommes de terre de l'Île se vendaient 1,40 \$ chacun à Boston contre 0,80 \$ pour le produit local). À ce jour, sur le marché des semences, les exportations sont deux fois plus élevées que l'année précédente. Les usines de transformation de McCains et de Cavendish Farms fonctionnent à plein régime et tout porte à croire que la demande va continuer d'augmenter. L'industrie du tabac a enregistré d'excellents rendements et a vendu récemment la récolte de 1994 aux principaux acheteurs du Canada; toutefois, cette industrie pourrait disparaître, alors que les acheteurs ont dit avoir l'intention de ne faire affaire qu'avec l'Ontario et de ne plus acheter de tabac brut après 1996. Les producteurs dont l'offre est gérée attendent l'issue des négociations visant le renouvellement des contrats d'achat. Pour

ce qui est des autres produits agricoles, la production semble stable.

Services : L'industrie touristique demeure l'un des principaux secteurs d'activité de l'Île-du-Prince-Édouard. Durant la saison 1994, 759 133 vacanciers et gens d'affaires se sont rendus dans l'Île; ils y ont dépensé 157,2 millions de dollars (constants de 1992), soit 28,6 % de plus qu'en 1993. Les résidents de l'Île ont dépensé, quant à eux, 43,5 millions de dollars en utilisant les installations touristiques ou en recevant des invités venus de l'extérieur de l'Île.

L'industrie touristique dépend encore beaucoup des marchés régionaux et nationaux, auxquels s'ajoutent le marché américain et des marchés internationaux d'où viennent environ 12 % des visiteurs.

La **fonction publique** domine le secteur des services. Sauf les secteurs de l'éducation et des soins de santé, la province a pratiquement terminé la réorganisation de ses activités. Les recettes et les dépenses de la province évoluent selon les objectifs et aucune surprise n'est à prévoir. L'économie a absorbé l'effet des réductions salariales (par le biais d'une baisse des dépenses des consommateurs). Pour le moment, la fonction publique est stable et son impact sur l'économie se décrit vraisemblablement dans les mêmes termes. On ne prévoit ni croissance, ni compression. Toutefois, l'Examen des programmes qu'effectue le gouvernement fédéral pourrait avoir un effet négatif sur l'économie de la province; tout dépendra de l'issue des négociations au niveau de la prestation et des niveaux des programmes sociaux.

Dans le secteur de la **construction**, un certain nombre de projets ont été soumis dans le cadre du « Programme d'infrastructure » qui devrait permettre au gouvernement fédéral d'investir 18 millions de dollars dans l'Île en 1995 et en 1996, la province et les municipalités devant consacrer des fonds à la révision d'une infrastructure vieillissante. Le projet de pont continuer d'alimenter l'économie, alors que quelque 2 000 travailleurs dépenseront une partie de leur salaire pour acheter des aliments, des vêtements, etc.

Quelques autres projets pourraient également profiter à l'économie, y compris l'agrandissement de l'usine de McCains, la rumeur voulant que Cavendish Foods ajoute à ses installations, l'espoir qu'un centre alimentaire sera construit à Souris et la relocalisation, dans la région du parc Slemon, de l'usine agrandie de croustilles Humpty-Dumpty (en plus de la création de 100 nouveaux emplois) de *Small Fry Snack Foods*.

OBSERVATIONS

À tout prendre, les gens ont fait preuve d'optimisme depuis trois mois et les perspectives demeurent excellentes à court terme. Le consommateur est convaincu de pouvoir continuer de contrôler ses dépenses, en attendant l'émergence de nouveaux signes de stabilité de l'économie et des revenus.



Industrie Canada
Colombie-Britannique

Industry Canada
Library - Queen

OCT 25 1995

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

COLOMBIE-BRITANNIQUE RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

L'économie de la Colombie-Britannique continue de bien se comporter. Le taux de croissance de l'économie était de l'ordre de 4 % en 1994 et il devrait se situer dans une fourchette de 3 à 3,5 % en 1995. La croissance a ralenti durant le quatrième trimestre de 1994 en raison de la hausse des taux d'intérêt et d'une baisse du nombre des mises en chantier et des ventes de maisons. Les ventes au détail sont en hausse de 12 % par rapport à l'an dernier, mais, durant la période des fêtes, elles n'ont pas été aussi importantes que prévu (baisse de 2,4 % en novembre). Les livraisons de produits manufacturés sont considérables (en hausse de 14,5 % en novembre 1994 par rapport à novembre 1993). En novembre 1994, le nombre des mises en chantier a progressé, atteignant un taux annuel désaisonnalisé de 40 000, soit le niveau le plus élevé depuis février 1994. La hausse était due principalement à une augmentation du nombre d'appartements offerts en location qui ont été construits à Vancouver.

D'après les chefs d'entreprises, l'économie de la Colombie-Britannique soutient bien la comparaison avec le reste du Canada, mais, par rapport à l'ensemble de la région de l'Asie-Pacifique, elle progresse au ralenti.

Les sociétés sont préoccupées par les demandes de plus en plus pressantes des syndicats et par l'effet négatif que leurs exigences pourraient avoir sur

l'économie. « Les demandes des syndicats sont exagérées, compte tenu de la concurrence mondiale et du climat commercial qui prévaut dans le reste du pays ».

Les détaillants (en particulier dans les régions-ressources) sont prudents et ils contrôlent leurs stocks de très près. La même prudence caractérise les usines de fabrication de vêtements du Canada, entre autres, où « les stocks sont au minimum et dont les entrepôts sont pratiquement vides ». Cette situation empêche les usines canadiennes de remplir leurs commandes dans des délais raisonnables; ce n'est pas le cas des fournisseurs américains.

La croissance démographique surpasse maintenant la croissance de l'emploi, un changement marqué depuis le milieu de

l'année. Le taux d'activité a régressé de 1,5 point de pourcentage depuis décembre 1993. Les femmes ont fait des gains beaucoup plus importants que les hommes (5,2 % contre 0,8 %) au chapitre de l'emploi, mais les personnes ayant de 45 à 64 ans ont enregistré les gains les plus importants.

Les exportateurs se réjouissent de la faiblesse du dollar canadien, mais ils déplorent la difficulté d'importer au Canada (même en petites quantités) des matériaux de sous-assemblage, même si le produit fini est destiné à l'exportation.

En Colombie-Britannique, le salaire minimum doit passer de 6,00 \$ à 6,50 \$ l'heure le 1^{er} mars 1995 et ensuite à 7,00 \$ l'heure le 1^{er} octobre 1995.



INDICATEURS

En novembre, les exportations de la Colombie-Britannique ont totalisé 2,1 milliards de dollars, en hausse de 32 % par rapport à novembre 1993. Les produits forestiers (24,8 %), l'énergie (83,4 %), les produits automobiles (69,1 %) et les produits industriels (48,2 %) ont enregistré des hausses importantes. En novembre, les exportations dépassaient de 19,3 % le niveau atteint à la même date en 1993.

À la fin de novembre, les faillites commerciales avaient régressé de 4,9 % par rapport à la même date en 1993; les faillites personnelles avaient augmenté d'un pourcentage presque identique, 4,5 %. Les créations de sociétés avaient augmenté de 14,4 %.

Les livraisons de produits manufacturés ont progressé considérablement l'an dernier; les livraisons de produits du papier et de produits connexes ont affiché le taux de croissance le plus élevé soit 44 %. Le matériel de transport (33,9 %), les machines (28,3 %), les produits chimiques (27 %), les produits manufacturés divers (23 %) et la fabrication de produits en métal (21 %), entre autres, ont également beaucoup progressé. En novembre 1994, les livraisons de produits du bois ont augmenté de 6,3 %.

Les marchandises expédiées par l'entremise de l'aéroport international de Vancouver ont progressé de 17,5 % durant le premier trimestre de 1994, par rapport à la même période en 1993. En 1994, un nombre record de 591 160 passagers de bateaux de croisière sont passés par le port de Vancouver; ils ont injecté la somme de 130 millions de dollars environ dans l'économie locale.

Du troisième trimestre de 1993 au troisième trimestre de 1994, la population a augmenté de 2,6 %; aucune autre province n'a affiché un taux de croissance démographique aussi élevé. Cette croissance est attribuable principalement à des niveaux records de migration internationale (en hausse de 10,3 % par rapport au troisième trimestre de 1993) combinés à une migration nette venant du reste du Canada (14 571 personnes durant le troisième trimestre de 1994). Les migrations nettes venant du reste du Canada, bien qu'encore importantes, ont régressé légèrement (de 6 %) durant le troisième trimestre de 1994 par rapport à la même période en 1993.

La Colombie-Britannique compte maintenant 56 000 cadres et professionnels de plus qu'il y a un an et 39 000 travailleurs de service de plus, mais il y a moins de travailleurs de bureau, moins de vendeurs et moins de manutentionnaires et le secteur primaire compte moins d'employés.

Une agence du comté de Whatcom (dans l'État de Washington) signale avoir recruté pour le comté, au cours des cinq dernières années, 5 000 nouveaux employés directement du *Lower Mainland*.

Le revenu familial médian est en baisse en Colombie-Britannique depuis 1991. Ce revenu a atteint 49 119 \$ en 1993, en baisse par rapport au niveau de 50 252 \$ en 1992, mais plus que le moyenne nationale de 47 069 \$.

D'après le gouvernement de la province, l'économie souterraine représenterait 4,7 % du PIB en Colombie-Britannique, ce qui est beaucoup moins que l'estimation précédente qui se situait dans une fourchette de 15 à 25 % du PIB.

Les conseillers financiers signalent que les gens investissent moins parce qu'ils craignent des hausses d'impôts. Ceux qui investissent le font de plus en plus à l'étranger ou dans des refuges fiscaux, comme les îles Caïmans.

En décembre 1994, le taux de chômage (désaisonnalisé) était de 8,4 %, en baisse de 0,6 % par rapport au mois précédent; c'était le niveau le plus bas depuis juillet 1990. La région de Thompson-Lillooet (qui rayonne autour de Kamloops) est le seul endroit de la province où le taux de chômage est supérieur à 10 %.

CLIMAT

D'après un sondage récent de la Chambre de commerce de Vancouver, les résidents de la Colombie-Britannique sont préoccupés, par ordre d'importance, par les emplois et l'économie, le déficit et l'environnement et les forêts.

D'après certains chefs d'entreprises, le climat politique constitue la difficulté majeure pour eux en Colombie-Britannique; le gouvernement de la province est arrogant et il comprend mal les gens d'affaires. « *Les politiciens disent que les affaires sont le moteur de l'économie, mais ils n'y croient pas vraiment* ».

Les détaillants estiment qu'ils sont surtout préoccupés par la dette et par le déficit et par leur incidence évidente sur la hausse des taux d'intérêt. Cette hausse leur est particulièrement préjudiciable puisque les détaillants comptent sur des marges de crédit et que la hausse arrive durant un creux dans leur saison. Les détaillants prévoient un plus grand nombre de faillites commerciales et un moins grand désir de prendre des risques de la part des gens d'affaires.

PRINCIPAUX SECTEURS

Ressources

Produits forestiers : Le secteur signale une situation économique favorable pour les entreprises de même qu'un optimisme généralisé. Les prix du bois d'oeuvre ont atteint un niveau tel que les entreprises font de bons profits, même si le coût des droits de coupe a atteint de nouveaux sommets. Les prix des pâtes et papiers sont également élevés. Les prévisions d'une diminution des mises en chantier aux États-Unis en 1995 auront un effet sur les exportations.

Le secteur des pâtes et papiers éprouve certains problèmes patronaux-syndicaux : trois usines de Fletcher Challenge (qui représente 8 % de la production de papier du Canada) sont en grève (depuis le 23 décembre) en raison de revendications relatives à l'assouplissement des conditions de travail. À Port Alberni, le public semble appuyer MacMillan Bloedel au détriment des syndicats des employés de métiers au sujet du recours, par l'entreprise, à des travailleurs d'appoint.

La position du gouvernement de la province, qui consiste à décourager toute concentration de la propriété dans le secteur forestier (c.-à-d. en limitant le contrôle ou les mainmises par les grandes entreprises en contrôlant les ressources foncières) est vu comme un obstacle à une amélioration de la compétitivité des industries de la Colombie-Britannique à l'échelle mondiale (p. ex. la prise de contrôle de Canfor-Slocan).

Les fabricants de sous-produits du bois ont fait l'objet récemment d'une syndicalisation accrue. On signale qu'un certain nombre d'entre eux envisagent sérieusement de déménager aux États-Unis.

Pêche : Les stocks sont encore importants; les quotas de 1995 sont au même niveau que l'an

dernier. Il y a reprise sur les marchés du saumon (où il n'y a plus surabondance), et les prix du saumon sockeye ont progressé de 100 % en 1994. On craint que la pêche autochtone et sportive fasse trop baisser les stocks de poisson et qu'elle cause une situation semblable à celle qui existe sur la côte Est.

Les grandes entreprises de transformation du poisson disent perdre de l'argent, surtout parce que les prix du poisson sont trop élevés.

JS McMillan et Co-op ont fusionné pour former une seule entreprise, McMillan. Leur nouvelle usine produit davantage que les deux anciennes usines réunies, avec de 10 à 15 % moins de travailleurs.

Les gens sont de plus en plus mécontents des règlements appliqués par le gouvernement -- *« les pêcheurs honnêtes se demandent pourquoi ils devraient respecter les règlements, vu qu'ils risquent très peu de se faire prendre (les règlements étant appliqués à la légère) et vu que les pêcheurs qui contreviennent à ces règlements font plus d'argent. »*

Fabrication : Les fabricants d'équipement forestier signalent un degré d'activité encore important et des carnets de commandes bien remplis. Ils prévoient faire de bonnes affaires pendant deux ans encore. Certains sont préoccupés des nouveaux règlements adoptés par le *Workers Compensation Board* concernant l'ameublement ergonomique et des coûts que cela entraînera pour les employeurs. Les fabricants signalent également avoir de la difficulté à embaucher des travailleurs qualifiés.

Après plusieurs années de stagnation, l'industrie aérospatiale prévoit une croissance en 1995-1996. Les sociétés, que réjouissent ces perspectives de croissance, offrent actuellement des programmes de formation à leurs employés et investissent dans leurs usines et dans leur équipement. Au lieu d'être de simples fournisseurs de pièces, les sociétés mettent maintenant l'accent, en tant que principal secteur d'activité, sur l'intégration des sous-ensembles et des systèmes; certaines entreprises cherchent à se rapprocher des fabricants d'aéronefs (p. ex. en les aidant au chapitre de la conception et du développement).

Technologie de pointe et communications : Les conditions sont favorables, dans l'ensemble; les

chefs d'entreprises voient la nouvelle année d'un oeil optimiste, mais prudent; les sociétés signalent qu'un plus grand nombre de leurs projets ont été approuvés.

Le secteur des télécommunications est mécontent du fait que le gouvernement provincial ne semble avoir adopté aucun « programme concret » permettant d'étendre les services de télécommunications à l'extérieur des grands centres métropolitains et d'accroître les possibilités de contrats pour les fabricants de la province dans le but de satisfaire les besoins du gouvernement et de ses sociétés d'État. Les organismes de la province ne sont chapeautés par aucune politique intégrée.

Les concepteurs de logiciels éprouvent encore de la difficulté à trouver au Canada des experts en commercialisation et en gestion. Les meilleures sources se trouvent à l'étranger et les salaires demandés sont de l'ordre de 175 000 \$ US. Pour un tel salaire, une entreprise estime qu'il s'ensuit une différence de plus de 50 000 \$ entre les États-Unis et le Canada quant à l'impôt des particuliers, ce qui incite fortement les entreprises canadiennes à déménager au moins une partie de leurs activités dans les États de Washington et de l'Oregon et vers d'autres régions des États-Unis. Les sociétés prétendent qu'il faut libéraliser les échanges d'experts de la commercialisation et de la gestion parce que cela favorise les afflux de technologie.

Pour la première fois, les entreprises du secteur de la biotechnologie croissent tellement (sans compter la pénurie de travailleurs qualifiés) qu'elles se livrent une concurrence vive en vue d'accroître leurs effectifs. Certaines d'entre elles sont préoccupées par le fait que la faiblesse de la monnaie canadienne les empêche quelque peu de faire du recrutement à l'extérieur du pays, ce qui rendra la concurrence plus forte, en plus du fait qu'elle sera une source d'inflation. L'industrie estime qu'elle subit encore les effets néfastes de la surréglementation (fédérale et provinciale) et des exigences des environnementalistes qui ne savent pas ce qu'est la biotechnologie.

SERVICES

Tourisme : Whistler signale n'avoir jamais connu une aussi bonne saison, en raison surtout des bonnes conditions d'enneigement au début de cette saison et des retombées des sommes dépensées sur les marchés en croissance. D'autres centres de ski

font également état d'une saison exceptionnelle. Les skieurs restent de plus au Canada en raison de la faiblesse du dollar canadien. Durant la période des fêtes, le nombre de skieurs aurait augmenté de 20 %; le centre Apex (de Penticton) a enregistré une augmentation de 110 % par rapport à la même période l'an dernier, malgré des problèmes d'accès au début de la saison.

Environnement : De façon générale, le marché compte de plus en plus de créneaux pour les groupes et les entreprises qui offrent des services spécialisés et dont les frais généraux sont faibles; les marges de profit sont à la baisse pour les entreprises qui font beaucoup de travaux courants. De grandes entreprises d'ingénierie acquièrent des sociétés qui offrent des services liés à l'environnement dans le but d'accaparer une plus grande partie du marché de ces services. Dans l'ensemble de l'industrie, il y a une pénurie d'environnementalistes possédant une compétence de gestionnaire et une expérience de la consultation. Cette pénurie limite le volume de travail que les entreprises peuvent accepter, en plus de faire grimper les salaires des cadres intermédiaires et supérieurs.

On est mécontent des délais et de l'inaction quant au nettoyage des sites contaminés : « *Au Canada, on n'envisage pas sous un angle technique la gestion des sols contaminés et des sédiments. Les décisions reposent sur des critères arbitraires plutôt que sur un examen de l'impact sur l'environnement* ». On est également préoccupé par le nombre de différends qui opposent divers organismes concernés au sujet du niveau de protection de l'environnement -- on demande souvent à des consultants de jouer le rôle de médiateurs entre ces organismes pour régler des conflits.

Pour ce qui est de la réglementation, on craint que les organismes gouvernementaux n'aient pas les effectifs requis pour la charge de travail que leur impose les nouveaux règlements provinciaux (p. ex. le projet de loi 26 [sites contaminés] et le projet de loi 29 [évaluation de l'impact sur l'environnement]). Les sociétés sont inquiètes du temps beaucoup plus important qu'elles devront consacrer à l'examen de documents. De façon plus générale, les rumeurs de coupures apportées par le gouvernement fédéral et les transferts possibles de responsabilités s'ajoutent au climat d'incertitude qui entoure les décisions d'ordre environnemental.

OBSERVATIONS

Dans l'ensemble, la grande entreprise et le gouvernement de la province sont à couteaux tirés. L'industrie est d'avis que l'intervention du gouvernement sur un certain nombre de fronts augure mal pour l'avenir du « marché libre ». Les conflits vont se poursuivre au cours des prochains mois.

Les taux d'imposition préoccupent encore beaucoup les entreprises, en particulier quant à leurs effets sur la capacité des entreprises de recruter du

personnel à l'extérieur du pays. « *Mon plus gros problème, c'est que 10 % de nos employés les plus qualifiés nous quittent tout bonnement chaque année pour aller de l'autre côté de la frontière. Nous ne pouvons les garder chez nous à cause des taux d'imposition élevés* ». (Le chef d'une entreprise de haute technologie.)

Tout porte à croire que les entreprises veulent que le gouvernement prenne des mesures énergiques au niveau du déficit et de la dette. Un chef d'entreprise « *aimerait que le premier ministre Klein de l'Alberta vienne chez nous pour nous aider à mettre de l'ordre dans nos affaires.* »



OCT 25 1995

HC
111
P814
1995
Hines
Queen

Industrie Canada
RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS
ALBERTA
HIVER 1995

VUE D'ENSEMBLE

L'économie de l'Alberta est une de celles dont la croissance a été la plus forte au cours des deux dernières années. La province a été avantagée par une croissance régulière de l'investissement dans les entreprises, des exportations et de la fabrication ainsi que par la vigueur des secteurs de l'énergie, de l'exploitation forestière et de l'agriculture. Selon les estimations du *Conference Board* du Canada, le PIB de la province devrait croître de 4 % environ en 1994, mais à un rythme plus lent en 1995 (3 %). Par contre, d'après le *Board*, l'économie canadienne devrait croître de 3,4 % en 1994 et de 3 % environ en 1995.

En 1994, les conditions se sont améliorées sur le marché du travail de l'Alberta. L'emploi s'est accru de 3,3 %, pour terminer l'année avec 42 000 emplois de plus qu'en 1993. La hausse a été de 21 % dans le secteur manufacturier seulement, où 19 000 emplois ont été créés. Le taux d'activité (72,1 %) était beaucoup plus élevé que le taux national (64,9 %). Le taux de chômage a diminué de 1,4 point de pourcentage pour s'établir à 7,6 %.

La mise à jour du second trimestre du budget de l'Alberta pour l'exercice 1994-1995 montre que le gouvernement pourrait atteindre l'objectif d'un budget équilibré qu'il s'est fixé dans son plan quadriennal. En raison surtout de recettes exceptionnelles au titre de l'énergie, le déficit budgétaire est déjà sur le point d'être éliminé.

INDICATEURS

En décembre 1994, le taux de chômage corrigé selon les variations saisonnières était encore le deuxième plus bas du Canada (7,6 %). À titre de comparaison, le taux de chômage au Canada était de 9,6 %.

De janvier à octobre 1994, la valeur des exportations a atteint 18,7 milliards de dollars, soit 14,6 % de plus que durant la même période en 1993.



Par rapport à 1993, le nombre de créations d'entreprises a augmenté de 16,2 % durant les trois premiers trimestres de 1994.

De janvier à novembre, le nombre de faillites commerciales a augmenté de 8,8 % par rapport à 1993 pour s'établir à 1 490. La plupart de ces

faillites sont survenues dans les secteurs de la construction et de la vente au détail. Les faillites personnelles ont augmenté de 11,3 %.

Durant les dix premiers mois de 1994, la valeur des ventes au détail a atteint 18,2 milliards de dollars, soit 7,7 % de plus que durant la même période en 1993.

Les mises en chantier dans les villes albertaines ont régressé de 8 % de janvier à novembre par rapport à l'année précédente. La valeur des permis de construction a progressé de 0,5 % pour les dix premiers mois de 1994.

Durant les neuf premiers mois de 1994, la production de pétrole s'est accrue de 3,2 % par rapport à la même période en 1993; la production de gaz naturel a augmenté de 7,8 %. En août 1994, on a creusé, en moyenne, 265 puits en Alberta, soit une hausse de 57,7 % par rapport au même mois en 1993.

CLIMAT

L'optimisme prévaut dans le milieu des affaires de l'Alberta, mais les gens d'affaires sont de plus en plus prudents. L'industrie pétrolière a connu une année quasi record au chapitre des activités de forage et, même si la baisse des prix sur le marché au comptant du gaz naturel inquiète quelque peu et même si les cambistes estiment que les investisseurs font moins confiance aux petites entreprises pétrolières et gazières, le secteur de l'énergie s'attend à une autre bonne année en 1995. Le secteur agricole se porte également bien au niveau de l'élevage et des cultures, le canola faisant tout particulièrement bonne figure. L'industrie forestière affiche de bons profits en ce qui concerne les bois massifs et le carton pour panneaux et, plus récemment, les pâtes et papiers. L'industrie touristique connaît également une bonne année et elle prévoit tirer profit d'un afflux de visiteurs, en partie en raison de la faiblesse du dollar canadien. Les exportations de marchandises, dont les prix sont souvent établis en dollars US, profitent également des taux de change actuels. La confiance des gens d'affaires est encore grande, surtout à Calgary et dans d'autres centres névralgiques de l'économie avatagés par la bonne performance du secteur de l'énergie et d'autres secteurs de ressources naturelles.

Les consommateurs sont plus réticents et leur confiance connaît des hauts et des bas. Un facteur déterminant vient de la hausse des taux d'intérêt et de ses effets sur les prêts hypothécaires et le crédit à la consommation. Le manque de sécurité des emplois inquiète également les consommateurs, tout comme les baisses de salaire et la restructuration gouvernementale. Les indicateurs économiques positifs (croissance de l'emploi, création de nouvelles entreprises et même hausse des ventes au détail) rassurent très peu les consommateurs qui sont prudents et inquiets. C'est tout particulièrement le cas à Edmonton où l'effet général des compressions du gouvernement est encore ressenti dans l'ensemble de l'économie et où, combiné à la fermeture de certaines entreprises privées, il est reflété dans un marché résidentiel à la baisse. Par contre, à Calgary, de nouveaux

projets de logements résidentiels apparaissent régulièrement et d'autres signes montrent que la confiance des consommateurs y est beaucoup plus grande. Les milieux ruraux albertains semblent également plus confiants, en particulier dans les régions qui ressentent le plus fortement les effets positifs des projets d'aménagement des ressources naturelles.

PRINCIPAUX SECTEURS

Ressources

Le secteur du pétrole et du gaz de l'Alberta devrait connaître une autre bonne année en 1995, mais l'activité ne sera pas aussi ferme qu'en 1994. En 1994, la valeur des terrains vendus a dépassé un milliard de dollars et l'activité de forage de puits (au nombre de 12 200) a presque atteint le niveau record de 1985. Cette activité frénétique est imputable en grande partie à la forte demande de gaz naturel. L'Association canadienne des producteurs pétroliers prévoit un ralentissement des activités en 1995, surtout dans le cas des petites entreprises. Ce ralentissement est attribuable avant tout à une baisse des prix du gaz et des liquidités et à une diminution des capitaux propres, en particulier pour les petites entreprises.

L'activité de forage va se poursuivre jusqu'à la pause du printemps en avril, mais son intensité durant le second semestre dépendra de la rapidité avec laquelle les prix du gaz vont remonter. Les perspectives à long terme sont bonnes dans le cas du gaz naturel, mais l'hiver clément et la chute libre des prix sur le marché au comptant inquiètent quelque peu pour le moment. Certains producteurs ont commencé à arrêter de produire ou à reporter leur production à plus tard. La *Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors (CAODC)* prévoit que l'activité de forage de puits sera forte et que l'accent sera davantage mis sur le forage à grande profondeur (pour le gaz) dans les collines et sur le forage horizontal (pour le pétrole). D'après les prévisions de la *CAODC*, le prix du pétrole vendu à l'extérieur de l'Alberta devrait atteindre de 16 à 18 \$ le baril; dans le cas du gaz, le prix devrait être de 1,75 \$ le millier de pieds cubes.

Le secteur agricole aborde l'année 1995 avec optimisme. Le secteur des cultures est en plein essor. Les rendements, les prix et les débouchés commerciaux ont fait belle figure. Les producteurs ont augmenté les superficies qu'ils ensemencent de

cultures spéciales, comme les légumineuses à grain, ce qui leur permet de diversifier leurs sources de revenu. Dans le cas des petits pois, la demande et les prix sont convenables. Les producteurs et les transformateurs de canola sont avanta-gés par l'excellence de la saison de commercialisation; en effet, la qualité des graines de semence était très bonne et la demande d'huile de canola est forte. Le troupeau des bovins de boucherie devrait continuer d'augmenter, vu que *Cargill Foods et Lakeside Industries* ont annoncé récemment un accroissement de leur capacité d'abattage et de transformation du boeuf. Le cycle de production du porc est entré dans une phase de contraction vers la fin de 1994 lorsqu'un grand nombre de truies ont été éliminées du troupeau de reproduction. Par ailleurs, le secteur poursuit sa rationalisation, alors que de petites exploitations font faillite et que de grosses exploitations de naissance-engraissage sont construites.

Dans le secteur horticole, l'année 1994 a été bonne, en raison des récoltes assez convenables et des prix assez élevés. Les producteurs de miel sont encore préoccupés par la hausse des importations de miel chinois bon marché, mais les prix du produit canadien demeurent stables. Le secteur du fourrage de l'Ouest canadien a connu une production record de boulettes et de cubes de luzerne transformée. En 1994, les exportations de foin comprimé ont progressé de 50 %. Cependant, en raison de la réforme probable de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO)* en 1995, le secteur des produits déshydratés est préoccupé par les conséquences de toute nouvelle rationalisation des installations de transformation et par une diminution de sa compétitivité sur les marchés asiatiques. Les producteurs de betterave à sucre ont connu une récolte record en 1994.

Toutefois, l'avenir de l'industrie est devenu incertain le 1^{er} janvier 1995 lorsque le nouveau GATT a entraîné l'imposition de restrictions commerciales aux importations américaines de sucre et de produits contenant du sucre en provenance du Canada. On ne connaît pas encore l'effet qu'auront ces restrictions sur l'industrie du sucre du Canada.

Le secteur des **produits forestiers** de l'Alberta est certain que les profits élevés et les possibilités d'investissement de l'an dernier vont se poursuivre encore un bon moment. La valeur des produits expédiés durant les neuf premiers mois de 1994 a progressé de 45 % pour s'établir à 2,1 milliards

de dollars; cette progression pourrait bien être le prélude d'une année record, d'après l'*Alberta Forest Products Association*.

L'industrie du bois d'oeuvre et du carton pour panneaux estime que les prix planchers vont rester élevés, même si elle craint que les marchés de l'habitation s'affaiblissent et que les prix varient à court terme pour ce motif. La production de PPO connaît une croissance fulgurante en Amérique du Nord où la construction de 19 nouvelles usines se poursuit ou a été annoncée. On craint qu'il en résulte un surplus de produits de carton pour panneaux. En Alberta, on est en train de construire deux nouvelles usines de fabrication de PPO et on investit actuellement dans de nouveaux projets d'usines de sciage et de rénovation. On croit également que le segment des produits à valeur ajoutée va connaître une croissance importante, notamment les produits de bois d'oeuvre spécial fabriqués à partir du tremble et d'autres arbres feuillus.

En ce qui concerne les pâtes et papiers, l'industrie affiche un regain de confiance. Durant les neuf premiers mois de 1994, la valeur de la pâte expédiée a progressé de 92 % (en dollars) et la production s'est accrue de 34 %. De bons profits sont à prévoir, puisque les prix de la pâte devraient augmenter de nouveau de 10 % en mars pour s'établir à 825 \$ US la tonne. La plupart des producteurs utilisent actuellement une liste d'attente pour certains de leurs clients. En raison des commandes déjà reçues, la production de pâtes et papiers va continuer de se développer quelque peu en Alberta. Dans l'ensemble, une croissance modeste, mais stable, est à prévoir dans le secteur des produits forestiers de l'Alberta et l'emploi devrait progresser avant tout dans le secteur des produits à valeur ajoutée et dans les sous-secteurs moins importants du sciage et des usines qui produisent des produits spéciaux.

Fabrication

Le secteur de la fabrication maintient sa tendance à la hausse en Alberta. De janvier à octobre 1994, les livraisons cumulées ont totalisé 20,6 milliards de dollars, en hausse de 17,3 % par rapport à la même période en 1993. Les secteurs des produits électriques et électroniques (51,1 %), des produits du papier (41,1 %) et de la machinerie (38,3 %) sont ceux qui ont le plus progressé.

L'emploi est également à la hausse. En décembre 1994, le secteur de la fabrication de l'Alberta employait 109 000 personnes, en hausse de 19 000 ou de 21 % par rapport à un an auparavant.

Technologie de pointe

Dans le secteur de la technologie de pointe, les perspectives sont positives et, de façon générale, on s'attend de plus en plus à ce que les exportations s'accroissent. La plupart des entreprises ont réduit leurs coûts durant la récession et elles s'efforcent de trouver de nouveaux débouchés.

Dans le secteur de la **fabrication de produits électroniques et des télécommunications**, les recettes ont augmenté de 36 %; elles sont passées de 1,1 milliard en 1991 à 1,5 milliard de dollars en 1993. On estime que les ventes atteindront environ 2 milliards de dollars en 1994. Plus de 80 % des produits sont livrés à l'extérieur de l'Alberta et plus de la moitié sont exportés vers les États-Unis. Une bonne part de la croissance est attribuable au plus grand rayonnement de Northern Telecom, mais d'autres entreprises établies connaissent des remontées et plusieurs nouvelles entreprises ont été créées. Grâce à des alliances stratégiques conclues avec des entreprises étrangères, certaines sociétés du secteur de la technologie de l'information connaissent du succès.

Pour ce qui est des **services de télécommunications**, AGT est la société qui a touché la majeure partie des recettes; vient ensuite EdTel. Cette situation va changer au printemps si le projet de vente de la compagnie de téléphone d'Edmonton à Telus se concrétise; la vente donnera à AGT/Telus le contrôle de l'ensemble du marché des services téléphoniques traditionnels. Toutefois, la déréglementation du secteur des télécommunications a créé un marché en plein essor pour les revendeurs de services interurbains et de transmission de données. Cette déréglementation créera des débouchés pour les compagnies de téléphone nationales et locales qui pourront concurrencer AGT au niveau de ces services.

Durant le quatrième trimestre de 1994, les entreprises de l'**industrie des produits médicaux** ont continué de progresser en mettant l'accent sur le marché des exportations. Dans la province, les gens sont préoccupés à la fois par le projet de recouvrement des coûts de Santé Canada et par la réforme du régime des soins de santé envisagée par

le gouvernement albertain. Ces changements possibles, dont l'issue ne sera pas vraiment connue avant un an encore, incitent les entreprises à modifier leurs stratégies de commercialisation.

L'**industrie aérospatiale** de l'Alberta est extrêmement compétitive. Cette industrie, qui est exploitée principalement à partir des villes de Calgary, d'Edmonton et de Lethbridge, se divise en deux grands groupes : les grandes entreprises qui ont des contrats avec les Forces armées ou d'autres contrats importants, et les petites entreprises qui font des réparations et de l'entretien pour leur propre compte ou qui sont des sous-traitants des grandes entreprises. En règle générale, les entreprises des deux groupes font des profits, sauf Pratt et Whitney qui n'a pu agrandir comme elle l'avait prévu son usine de moteurs de Lethbridge. Certaines petites entreprises indépendantes réussissent très bien en se spécialisant dans la révision de petits avions d'affaires, comme les Cessna à deux moteurs; d'autres entreprises comme *Field Aviation West*, qui ont une vocation militaire, ont réduit leurs coûts et sont redevenues rentables. Parmi les grandes entreprises, Hughes Aircraft et CDC font de bonnes affaires; EDO Canada a réussi à se diversifier et CAE, d'Edmonton, qui se diversifie elle aussi, a obtenu un contrat des Forces armées pour l'avion Hercules. Pelorus Navigation, qui s'est maintenue à la pointe du progrès et qui a mis au point de nouveaux produits, obtient également de bons résultats. Pelorus vient de conclure une entente de partenariat avec une filiale de Phoenix, Arizona, d'Honeywell Inc. consistant à assembler, à tester et à installer une nouvelle génération de systèmes d'atterrissage automatiques pour les avions. Une nouvelle société aérienne, Advanced Air Charters, dont les bureaux sont à Calgary, dessert principalement le marché de l'Asie du Sud-Est.

Services

L'**industrie des services pétroliers et gaziers** va y aller à fond de train jusqu'à la pause du printemps, mais elle estime que les choses vont se stabiliser par la suite. La *CAODC*, qui représente les 33 entreprises canadiennes de forage ainsi que 65 entreprises de service, prévoit une autre année rentable pour l'industrie du forage et des services pétroliers et gaziers. L'activité devrait continuer d'être intense dans de grands centres de service, comme Red Deer, tout comme dans des centres situés dans le Nord, comme Fort McMurray, Grande Prairie et Yellowknife, en raison, dans ce

dernier endroit, de l'activité accrue à Norman Wells de même qu'à cause de l'exploration et de l'exploitation du diamant et des minéraux de base. L'activité fébrile qui va se poursuivre dans le secteur pétrolier pourrait permettre de créer de nouveaux emplois dans le secteur de la fabrication, de la transformation de produits à valeur ajoutée et dans les industries de service connexes.

L'*Alberta Construction Association* prévoit une croissance de 4 % cette année et des contrats dont la valeur s'approcherait de 10 milliards de dollars. Cette croissance, qui devrait provenir du secteur privé, sera attribuable principalement à d'importants projets industriels réalisés dans les secteurs de la forêt et de l'énergie. En 1995, il y aura probablement une baisse de la construction résidentielle dans les grands centres urbains comme Edmonton.

En Alberta, l'**industrie touristique** fait encore bonne figure cet hiver, et une croissance de 2,5 à 3 % est prévue pour 1995. Les établissements hôteliers prévoient un taux de croissance de 5 % en raison de la venue d'un plus grand nombre de gens d'affaires, surtout des États-Unis, et de touristes asiatiques que l'amélioration des services aériens devrait inciter à se rendre au Canada. Depuis septembre 1994, le nombre de touristes venant d'autres pays a augmenté de 14,9 %, mais, pour les touristes venant des États-Unis, il a diminué de 1,9 %. De plus, la faiblesse du dollar canadien devrait attirer les touristes étrangers. La mise en valeur des installations de villégiature du corridor Banff-Canmore et la très bonne saison de ski (le nombre de skieurs a augmenté de 25,1 % par rapport à 1993) devraient favoriser l'industrie touristique en 1995. Sunshine Village a inauguré sa saison avec une assistance record et le lac Louise signale une très bonne saison, en raison de l'excellence de l'enneigement et de la couverture, par les médias américains, de la course de la Coupe du Monde tenue plus tôt cette année.

Voici les principaux changements structureux qui auront des répercussions sur l'industrie touristique de l'Alberta en 1995 : la création de l'*Alberta Tourism Corporation*, un partenariat réunissant les secteurs public et privé de l'industrie touristique; la mise sur pied, en février, de la Commission canadienne du tourisme (CCT); et la mise en place d'une *Western Tourism Alliance* pour faire la promotion de l'Ouest et du Nord canadiens.

OBSERVATIONS

« C'est un vote pour le bon sens et un vote pour l'économie. J'espère que les gens de Windsor aimeraient qu'il y ait un gisement de pétrole sous leurs pieds, tout comme ils sont fiers du château qui se trouve sur leurs terres » - réaction de Desmond Oswald, magnat du pétrole de Calgary, lorsqu'il a appris que le conseil du comté de Berkshire autorisait sa société à faire du forage d'exploration sur les terres du château de Windsor.